



INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA
COMPRENDRE LES GROUPES ARMÉS CONGOLAIS

LES MAÏ-MAÏ YAKUTUMBA

RÉSISTANCE ET RACKET
AU FIZI, SUD-KIVU

INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT | PROJET USALAMA

.....

Les Mai-Mai Yakutumba Résistance et racket au Fizi, Sud-Kivu

JASON STEARNS ET AL.



Publié en 2013 par l'Institut de la Vallée du Rift
1 St Luke's Mews, Londres W11 1DF, Royaume-Uni
PO Box 52771 GPO, 0100 Nairobi, Kenya

LE PROJET USALAMA

Le Projet Usalama de l'Institut de la Vallée du Rift fournit des éléments d'information sur les groupes armés en République démocratique du Congo. Le Projet est soutenu par Humanity United et Open Square et mené en collaboration avec l'Université catholique de Bukavu.

L'INSTITUT DE LA VALLÉE DU RIFT (RVI)

L'Institut de la Vallée du Rift (www.riftvalley.net) œuvre en Afrique de l'Est et centrale afin d'accroître l'influence du savoir local sur le développement social, politique et économique.

LES AUTEURS

Jason Stearns est Directeur du Projet Usalama du RVI. Auteur de *Dancing in the Glory of Monsters: The Collapse of the Congo and the Great War of Africa*, il a été Coordonnateur du Groupe d'experts des Nations Unies sur la RDC. Le co-auteur souhaite rester anonyme.

DIRECTEUR EXÉCUTIF DU RVI: John Ryle

DIRECTEUR PROGRAMME DU RVI: Christopher Kidner

DIRECTEUR DU PROJET USALAMA DU RVI: Jason Stearns

DIRECTEUR ADJOINT DU PROJET USALAMA DU RVI: Willy Mikenye

RESPONSABLE DU PROGRAMME GRANDS LACS DU RVI: Michel Thill

RESPONSABLE DE L'INFORMATION DU RVI: Tymon Kiepe

CONSEILLER ÉDITORIAL: Fergus Nicoll

TRADUCTION FRANÇAISE: Catherine Dauvergne-Newman, *horizons*

CONCEPTION DU RAPPORT: Lindsay Nash

CARTES: Jillian Luff, *MAPgrafix*

IMPRESSION: Intype Libra Ltd, 3/4 Elm Grove Industrial Estate, Londres SW19 4HE, Royaume-Uni

ISBN 978-1-907431-28-9

COUVERTURE Des combattants des Maï-Maï Yakutumba posent pour une photo au Fizi, Sud-Kivu (2011).

DROITS

Copyright © The Rift Valley Institute 2013

Image de couverture © Richard Mosse 2011

Texte et cartes publiés au titre de la licence Creative Commons

Attribution-Noncommercial-No Derivative

www.creativecommons.org/licenses/by/nc-nd/3.0.

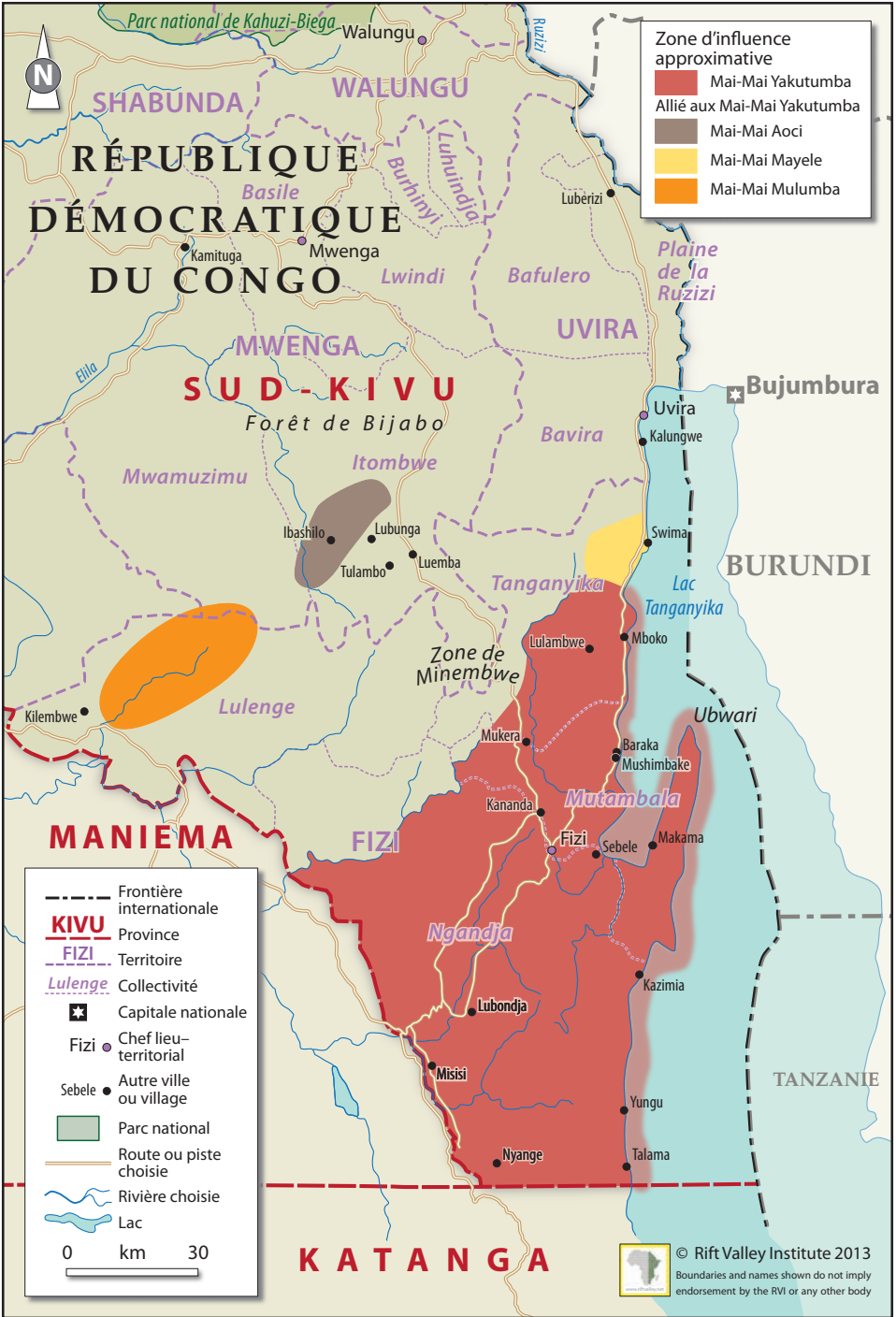
Ce rapport peut être téléchargé gratuitement sur le site www.riftvalley.net

Des versions imprimées peuvent être obtenues sur le site d'Amazon.





Carte 1. Est de la RDC montrant la région de la carte détaillée à la page suivante



Carte 2. Zones d'influence approximative des Mai-Mai Yakutumba et de ses alliés

Table des matières

Table des matières	5
Précédentes publications du Projet Usalama du RVI	7
Préface: le Projet Usalama	8
Résumé et considérations d'ordre politique	10
1. Introduction	13
2. Le Fizi, une longue histoire d'insurrection	15
Parrains révolutionnaires: rébellion de Simba et maquis de Kabila (1960-90)	15
Renaissance Maï-Maï dans un contexte de tensions ethniques (1990-98)	19
L'ère du RCD: une vaste mobilisation Maï-Maï (1998-2003)	23
Le monde vu par les Maï-Maï: indigènes contre étrangers	24
3. Parcours des Maï-Maï Yakutumba	28
Naissance des Maï-Maï réformés (2003-7)	28
Développement de la branche politique (2007-8)	35
Conséquences de l'intégration du CNDP et opérations Kimia II (2009-10)	36
Racket et actes de piraterie (2010-2011)	41
Radicalisation dans un climat électoral houleux (2011-2012)	44
Les Maï-Maï Yakutumba sur le point de disparaître? (2012-aujourd'hui)	49
4. Expliquer la persistance de l'insurrection dans le territoire de Fizi	54
Des griefs à la base de la société	55
Une politique de milice	56
L'échec de la démobilisation	57
5. Considérations d'ordre politique	59
Promouvoir la réconciliation et la cohésion communautaires	59
Démilitariser la politique	60
Veiller à une démobilisation durable	61

Annexe 1: Les «sept erreurs de la révolution Simba» d'après Laurent-Désiré Kabila	63
Annexe 2: Brigades FARDC ex-Maï-Maï dirigées par des Bembé avant le brassage (2005)	64
Annexe 3: Groupes Maï-Maï du Fizi et d'Itombwe apparus après la transition (2006–8)	65
Glossaire des acronymes, termes et expressions	66
Bibliographie	68
Carte 1. L'est de la RDC montrant la région de la carte détaillée à la page suivante	3
Carte 2. Zones d'influence approximative des Maï-Maï Yakutumba et de ses alliés	4

Précédentes publications du Projet Usalama du RVI

Rapports

Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo

Nord-Kivu: Contexte historique du conflit dans la province du Nord-Kivu, à l'est du Congo

PARECO: Questions foncières, hommes forts locaux et politique de milice au Nord-Kivu

L'UPC dans le district de l'Ituri: Militarisation externe de la politique locale dans le nord-est du Congo

L'Ituri: Or, questions foncières et ethnicité dans le nord-est du Congo

Les Raïa Mutomboki: Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée

Le FNI et la FRPI: Résistance locale et alliances régionales dans le nord-est du Congo

Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu

Tous ces rapports sont également disponibles en anglais.

Briefings

«M23's Operational Commander: A Profile of Sultani Emmanuel Makenga» (décembre 2012)

«Strongman of the Eastern DRC: A Profile of General Bosco Ntaganda» (mars 2013)

«The Perils of Peacekeeping without Politics: MONUC and MONUSCO in the DRC» (avril 2013)

Préface: le Projet Usalama

Le Projet Usalama (qui signifie «paix» ou «sécurité» en swahili) de l'Institut de la Vallée du Rift a été créé en réponse à la violence permanente qui règne dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Des milliards de dollars ont été consacrés à la résolution du conflit afin de mettre fin aux souffrances prolongées qu'endurent les habitants de cette région depuis deux décennies. Pourtant, les organisations internationales qui opèrent en RDC—et même le gouvernement congolais—ont du mal à comprendre les groupes armés congolais au cœur du conflit. Le Projet Usalama examine les racines de la violence, dans le but de mieux comprendre l'ensemble des groupes armés, y compris les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC).

Le projet de recherche Usalama s'appuie sur plusieurs interrogations: quel est l'historique de ces groupes armés ? Qui les soutient et les contrôle ? Quelles relations les différents groupes entretiennent-ils avec l'État, les États voisins, les intérêts commerciaux et les forces armées congolaises ? Pourquoi a-t-il été si difficile de démobiliser certains groupes, alors que d'autres ont disparu ? Et existe-t-il certaines caractéristiques récurrentes dans les manières dont les groupes prolifèrent, négocient avec l'État, puis disparaissent de nouveau ?

Le Projet adopte principalement une approche qualitative. Il analyse les sources historiques—et les quelques informations quantitatives disponibles—et revient sur les origines des groupes armés au moyen d'entretiens réalisés avec des responsables politiques, des hommes d'affaires, des représentants de la société civile et des membres de groupes armés. Le Projet repose également sur des travaux de grande envergure menés sur le terrain par des chercheurs internationaux et congolais. Parmi les résultats figurent des rapports sur des groupes armés spécifiques et les grandes zones géographiques du conflit, ainsi qu'une série de séminaires et d'ateliers en RDC.

Nombre des entretiens réalisés pour les besoins du présent rapport ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour toutes les personnes

interrogées qui ont demandé à rester anonymes, les informations d'identification figurant dans le rapport se limitent à un numéro associé à un lieu et une date, par exemple «Personne interrogée n° 105, Goma, 28 août 2012». Lors de nos travaux de recherche, des récits relatifs à des événements significatifs et parfois contestés ont été confirmés par de multiples sources ayant une connaissance directe des événements en question.

Résumé et considérations d'ordre politique

L'un des meilleurs moyens de prédire où éclatera une nouvelle insurrection en RDC consiste à étudier les mouvements précédents: des groupes armés naissent de nouveaux groupes armés, les commandants profitant des réseaux d'anciens combattants et renouant des relations avec les contrebandiers, les trafiquants d'armes et les mineurs.

Depuis le début de la période postcoloniale, le territoire de Fizi, situé dans le sud de la Province du Sud-Kivu, a connu une succession de mouvements rebelles. En 2007 est apparu un groupe armé de plus: les Maï-Maï de William Amuri Yakutumba (ou Yakotumba) qui, à l'heure actuelle, résistent à toute démobilisation.¹

Les insurrections au Fizi ont exploité l'emplacement stratégique de ce territoire, sur les rives du lac Tanganyika, et l'image que les Bembé, principal groupe ethnique du Fizi, véhiculent d'eux-mêmes, à savoir celle d'un peuple qui se bat pour son autodétermination contre toute domination externe, qu'il s'agisse d'un lointain gouvernement à Kinshasa ou, plus récemment, de la communauté voisine des Banyamulenge. L'héritage violent des Guerres du Congo a considérablement renforcé ces tensions identitaires.

La longue histoire de mobilisation armée au Fizi a alimenté un vivier de combattants chevronnés faciles à remobiliser. Nombre des Maï-Maï Yakutumba sont des combattants qui ont été démobilisés après la Deuxième Guerre du Congo (1998–2003) mais ont peiné à trouver d'autres moyens de subsistance, ce qui montre combien la démobilisation est difficile dans un contexte de pauvreté généralisée.

.....
¹ Le terme «Maï-Maï» (du kiswahili *maji* signifiant «eau») a été adopté par de nombreuses milices d'autodéfense communautaires qui pratiquent des rites religieux traditionnels pour leur recrutement et leur formation.

Mais si certains des facteurs qui contribuent à la mobilisation armée restent constants, il existe aussi des différences importantes entre les rébellions historiques au Fizi et l'insurrection actuelle.

Au cours de la dernière décennie, les nouvelles insurrections ont été de plus en plus déclenchées non par des tensions communautaires, mais par les élites politiques et militaires, qui ont exploité ces griefs pour encourager une mobilisation armée. Le parcours du groupe de Yakutumba illustre fort bien ce phénomène: il est le produit de deux tendances qui se sont développées pendant la période du gouvernement de transition (2003–6), à savoir l'échec de l'intégration des groupes armés dans l'armée nationale, et le recours à la violence afin de dégager des avantages politiques.

Le groupe de Yakutumba a été formé à partir d'une faction Maï-Maï qui refusait de s'intégrer. Les élites politiques à Kinshasa et au sein de la diaspora du Fizi ont exploité ce refus, tentant de soumettre les Maï-Maï pour consolider leurs propres programmes et ambitions. Les processus de paix qui se sont succédé en RDC n'ont guère tenu compte de cet aspect pourtant central de la violence; ils l'ont même encouragé en permettant à des groupes armés de devenir des instruments propices à l'obtention d'un pouvoir politique.

Début 2013, William Amuri Yakutumba s'est engagé à s'intégrer dans l'armée nationale et à officiellement commencé à regrouper ses combattants. Mais au mois d'août de cette même année, de nouveaux combats ont opposé les FARDC à un groupe de Maï-Maï qui n'avait toujours pas été démobilisé à cause de retards dans le processus d'intégration. Cela montre combien il peut être dangereux de chercher à mettre un terme aux activités des groupes armés dans l'est de la RDC en s'appuyant exclusivement sur une intégration des rebelles.

Promouvoir la réconciliation et la cohésion communautaires

Pour promouvoir le dialogue démocratique au niveau local, le gouvernement congolais et les bailleurs de fonds internationaux pourraient s'appuyer sur des initiatives existantes telles que les Cadres de concertation

intercommunautaire (CCI) et la version révisée de la Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (ISSSS). Mais il est impératif qu'ils tiennent compte des déficiences des programmes précédents, à savoir un manque d'adhésion du gouvernement, une faible coordination entre bailleurs de fonds et une participation minimale des communautés et de la société civile affectées.

Démilitariser la politique

À ce jour, aucun politicien congolais n'a jamais été arrêté pour avoir soutenu un groupe armé. Pourtant, toute une série de preuves permettrait de monter des dossiers pour poursuivre en justice les personnalités clés impliquées. Quelques dossiers ciblés et bien étayés pourraient avoir un fort impact. L'impunité des politiciens qui ont pris part dans les activités des milices devrait être traitée avec la même priorité que le recrutement d'enfants soldats, qui est un symptôme, plutôt qu'une cause profonde de la mobilisation armée. Des efforts similaires devraient être entrepris pour exposer le recours aux discours haineux des politiciens, notamment dans le contexte des campagnes électorales. Les ONG et les journalistes d'investigation locaux qui rendent compte de tels incidents de propos haineux et du rôle que jouent les politiciens et les hommes d'affaires dans le soutien des groupes armés ont besoin d'être appuyés et protégés.

Veiller à une démobilisation durable

La démobilisation est un processus de longue haleine qui dépend en partie de la reconfiguration des réseaux sociaux. Les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) doivent faire participer les communautés locales à leur conception et leur mise en œuvre et veiller à ce que les combattants démobilisés trouvent des sources de revenus alternatives. Ils doivent aussi se pencher simultanément sur tous les groupes armés étant donné que la mobilisation se produit souvent en réaction à l'insécurité. Enfin, tous ces programmes doivent être menés dans le contexte d'une stratégie politique et militaire globale destinée aux groupes armés.

1. Introduction

Les Maï-Maï Yakutumba, qui firent leur apparition en 2007, présentent un riche pedigree de rebelles. La zone contrôlée par ce groupe armé figure parmi les plus agitées du pays depuis les années 1960. C'est dans les montagnes aux contours déchiquetés du territoire de Fizi, situé à l'extrémité sud du Sud-Kivu, qu'Ernesto «Che» Guevara lança son incursion dans la politique rebelle africaine en 1965, et c'est là qu'il rencontra le futur Président du pays, Laurent-Désiré Kabila, qui entretint ensuite la plus longue insurrection de l'ère Mobutu.

Le mouvement de William Amuri Yakutumba, le Parti pour l'action et la reconstruction du Congo-Forces armées alléluia (PARC-FAAL), s'inspire de cet héritage. En effet, certains de ses officiers se souviennent encore s'être battus aux côtés de Che Guevara. Mais ce mouvement est également le produit de deux tendances récentes qui alimentent l'instabilité dans l'est de la RDC: d'une part, la militarisation de la vie politique, qui entraîne un recours permanent aux groupes armés pour acquérir une influence politique, et, d'autre part, l'échec des efforts d'intégration militaire. Le mouvement de Yakutumba fut constitué alors même que l'armée nationale était en train d'absorber d'autres groupes armés, au lendemain du processus de paix de Sun City (2002–6). Il décida sans doute de faire cavalier seul parce qu'il estimait que le gouvernement ne garantirait ni ses intérêts ni ceux de ses alliés. Simultanément, profitant de la récente ouverture démocratique, des politiciens du Fizi soutinrent cette insurrection pour promouvoir leur propre popularité et conserver leur influence au niveau national.

Le troisième aspect du mouvement—à savoir l'exploitation des différences ethniques—est peut-être le plus manifeste dans les discours relatifs à l'insurrection. Ainsi, dans ses déclarations publiques, Yakutumba s'est sans cesse répandu en injures contre la menace posée par la communauté Banyamulenge voisine et son désir d'autonomie administrative. Depuis 2009, cette perception de la différence est exacerbée par le

déploiement au Fizi de nombreux officiers issus des communautés Hutu et Tutsi, qui s'est soldé par une hausse du soutien envers le PARC-FAAL de la part des paysans et des politiciens.

2. Le Fizi, une longue histoire d'insurrection

Ceux qui cherchent à comprendre la politique de milice au Fizi ont intérêt à avoir un sens aigu de l'histoire. Yakutumba est le fruit d'une histoire marquée par de nombreuses insurrections datant de plus de 40 ans, même s'il existe des différences significatives entre son mouvement et ceux de ses prédécesseurs. Par exemple, l'insurrection actuelle est davantage axée sur la formation de liens avec les élites à Bukavu, la capitale du Sud-Kivu, et à Kinshasa; elle est apparue dans un contexte politique différent et elle a su perfectionner son système d'appui financier—à savoir ses pratiques en matière de taxation et ses réseaux de contrebande. Pour comprendre ces différences, il est impératif de revenir dans un premier temps sur le parcours historique des insurrections dans la région du Fizi, en commençant par le premier épisode de mobilisation armée de grande ampleur, qui se produisit au lendemain de l'indépendance.

Parrains révolutionnaires: rébellion de Simba et maquis de Kabila (1960-90)

Sept mois après avoir obtenu son indépendance le 30 juin 1960, le Congo sombra dans le chaos avec l'assassinat du Premier ministre Patrice Lumumba. Au cours des cinq années qui suivirent, diverses insurrections éclatèrent, opposant les nationalistes aux fédéralistes et aux sécessionnistes. Vu le contexte de la Guerre froide, ces clivages prirent rapidement une dimension idéologique, certains des partisans de Lumumba virant vers le socialisme, tandis que d'autres membres du gouvernement cherchaient à obtenir l'aide des États-Unis et des Nations Unies.

L'une des plus importantes personnalités révolutionnaires de cette période fut Pierre Mulele, ancien ministre de l'Éducation du gouvernement Lumumba. Après une brève formation militaire en Chine, Mulele lança une insurrection dans son district natal de Kwilu, dans la province de Bandundu, en 1964. Au même moment, plusieurs Lumumbistes

créèrent à Brazzaville, ville voisine, une organisation révolutionnaire, le Conseil national de libération (CNL). Cette organisation allait être appelée à jouer un rôle important dans les événements révolutionnaires que connaîtraient le Fizi ainsi que l'Uvira, territoire voisin situé au nord du Fizi.

Ces développements nationaux nourrissent les sources de troubles au niveau local. Le chambardement de la période postindépendance vit l'émergence de divisions profondes au Sud-Kivu centrées sur la question de l'affiliation politique et ethnique.² Au Fizi, un parti politique Bembé, l'Union économique des Babembe de Fizi (UNEBAFI), avait formé une alliance électorale avec le Mouvement national congolais (MNC) lumumbiste pour contester les élections de 1960. Cette alliance était notamment le résultat de tensions qui étaient également manifestes dans l'Uvira, et qui vit une nouvelle génération de politiciens ambitieux et assoiffés de changement s'opposer aux gardiens de l'ordre ancien, les chefs coutumiers. Ces derniers furent accusés d'avoir été complices des autorités coloniales et de leurs pratiques impopulaires caractérisées par la taxation, le travail forcé et l'expropriation foncière.

En 1963, le politicien radical Musa Marandura, de la communauté Fuliro, lança un cycle de protestations de plus en plus violentes à Uvira, prenant pour cible le chef coutumier de son groupe ethnique. À partir de 1964, ce mouvement de protestation s'allia au CNL, qui avait établi une présence à Bujumbura, capitale du Burundi voisin, et créa une branche militaire. Cette insurrection conduisit rapidement à la prise de la ville d'Uvira, Fizi tombant dix jours plus tard. La rébellion, baptisée «Simba» (lion), dégagait la majorité de son soutien des groupes ethniques Fuliro et Bembé, tout en comptant dans ses rangs des immigrants Vira, Rundi et Tutsi.³

.....

2 Koen Vlassenroot, *Sud-Kivu: Informations de fond sur le conflit au Sud-Kivu, province de l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

3 Benoît Verhaegen, *Rébellions au Congo: Tome 1* (Bruxelles/Léopoldville: CRISP, IRES et INEP, 1966), p. 264 et 268–72.

L'organisation militaire des Maï-Maï reflète par certains aspects celle des Simbas dans les années 1960. Un ancien prisonnier Simba a ainsi souligné la perpétuation par les Maï-Maï de certains rites d'initiation, décrivant des cérémonies pendant lesquelles un sorcier tatouait le front des combattants et pratiquait une petite incision pour y introduire une potion magique. «Après, ils aspergent de l'eau très froide sur le dos et le ventre des hommes, qui doivent répéter "Maï! Maï!" afin de devenir invulnérables.»⁴ Ces rites servaient à insuffler aux hommes cohésion et bravoure, deux facteurs essentiels pour les réussites militaires initiales des Simbas.

En termes d'orientation idéologique, l'insurrection Simba s'inspirait de discours nationalistes et anti-impérialistes exploitant l'assassinat de Lumumba pour renforcer sa cause. Seul un petit groupe de leaders adopta une idéologie explicitement communiste. Ce dernier groupe se composait d'hommes qui s'étaient battus aux côtés des soldats cubains dirigés par Che Guevara, arrivés secrètement dans la région en 1965. Guevara lui-même était sceptique quant aux combattants locaux, trouvant les Congolais «complètement inexpérimentés», sans «éducation politique structurée» et dépourvus de «conscience révolutionnaire».⁵

À la grande consternation de Guevara, des rivalités ethniques se mirent à occuper le devant de la scène et finirent par nuire à l'expansion du mouvement. Ces tensions s'aggravèrent lorsque les insurgés furent repoussés dans les Hauts-Plateaux, où la communauté Banyamulenge était majoritaire.⁶ Des frictions entre les groupes ethniques de cette région existaient depuis plusieurs décennies, pour différentes raisons: les Banyamulenge, de l'ethnie Tutsi, sont des éleveurs de bétail dont les traditions et les attitudes envers la richesse, le mariage et le travail diffèrent de celles de leurs voisins. Ils vivaient également relativement isolés,

.....

4 Cité dans Verhaegen, *Rébellions au Congo*, p. 328.

5 Ernesto Che Guevara, *Congo Diary: Episodes of the Revolutionary War in the Congo* (North Melbourne: Ocean Press, 2011), p. 221.

6 Parmi les autres groupes ethniques qui vivent dans les Plateaux figurent les Bembé, les Fuliro et les Nyindu.

d'où une distanciation sociale. Les frictions qui en résultèrent furent accentuées par les luttes de pouvoir politique. À l'époque coloniale, les Banyamulenge n'avaient en effet pas pu se doter de leur propre entité coutumière et, pour avoir accès à la terre, ils étaient forcés de verser un tribut aux dirigeants coutumiers des groupes ethniques Vira, Fuliro et Bembé. S'étant ainsi vu refuser l'autorité et la terre, leur ressentiment était grand, et des tensions intercommunautaires permanentes s'ensuivirent.⁷

La rébellion Simba transforma ces tensions en une véritable hostilité. Une fois dans les Hauts-Plateaux, les rebelles, pour la plupart Bembé, commencèrent à taxer la population et à voler du bétail, déclenchant une contre-mobilisation au sein de la communauté Banyamulenge. Une milice d'autodéfense fut créée puis entraînée et équipée par les soins de l'armée congolaise, alimentant des combats communautaires et des déplacements de grande ampleur.⁸

Si cette vague de violence s'apaisa à la fin des années 1960, l'insurrection se poursuivit dans quelques zones isolées. En 1967, quelques-uns de ses leaders en exil décidèrent de revenir au Fizi pour raviver la rébellion chancelante. Parmi eux figuraient Laurent-Désiré Kabila, que le CNL avait au départ envoyé à Bujumbura en le chargeant d'étendre la révolution vers le Sud depuis le Fizi jusqu'au Nord-Katanga, sa terre natale⁹, et qui tendait davantage vers le marxisme-léninisme que d'autres leaders Simba. Kabila établit une organisation révolutionnaire basée à Hewa Bora, dans le secteur Lulenge du Fizi. Son Parti populaire pour la révolution (PRP) et sa branche militaire, les Forces armées populaires

.....
7 Jason Stearns et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013).

8 Koen Vlassenroot, «Citizenship, Identity Formation and Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge», *Review of African Political Economy* 29/93-4, 2002, p. 499-515.

9 Shabani Ndalo était un autre leader Simba qui retourna au Fizi. En raison d'une querelle avec Kabila concernant le leadership et leur orientation idéologique, Ndalo, qui était moins radical, se sépara pour établir son propre maquis dans les collines au-dessus de Mboko. On ne sait pas grand-chose de l'histoire de ce groupe.

(FAP), perdurèrent dans les zones montagneuses reculées du territoire de Fizi jusqu'en 1984.¹⁰ Pour remédier aux défaillances de la révolution, une liste de sept erreurs fut codifiée, qui devint la principale doctrine du PRP.¹¹ Encore aujourd'hui, certains des anciens Maï-Maï la récitent, ce qui montre la forte influence des précédentes rébellions sur la mobilisation armée actuelle. Il est par ailleurs ironique de constater que, même si Kabila conclut que la rébellion Simba avait échoué à cause des luttes intestines, du tribalisme et des intérêts personnels, son propre mouvement et tous ses successeurs allaient continuer de commettre les mêmes erreurs.

Renaissance Maï-Maï dans un contexte de tensions ethniques (1990–98)

Après l'agitation et la violence de la période de l'indépendance, les insurrections au Fizi se dissocièrent plus ou moins de l'arène politique nationale. Si Kabila poursuivait sa lutte— pendant les années 1980, il passa le plus clair de son temps en Tanzanie—, il ne menaçait guère le régime de Mobutu. Il fallut attendre les années 1990 et la rébellion de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) pour que les insurgés du Fizi reprennent de l'importance sur le plan national, et que les réseaux Maï-Maï s'étendent jusqu'en Tanzanie, au Burundi et à Kinshasa.

L'escalade de la violence dans la région était toutefois antérieure à l'arrivée de l'AFDL, des développements régionaux alimentant une fois de plus des conflits locaux. Les années 1980 avaient été marquées par des

10 Après avoir quitté le Fizi en 1984, le PRP réapparut brièvement à Moba (au Nord-Katanga), où il remporta un certain nombre de succès militaires contre l'armée zaïroise. Cependant, en 1986, la plupart de ses leaders s'exilèrent, laissant derrière eux de dernier groupe près de Wimbi dans le territoire de Fizi, qui perdura jusqu'en 1988. Voir Cosma B. Wilungula, *Fizi 1967–1986: Le maquis Kabila* (Bruxelles/Paris: L'Institut Africain/CEDAF et L'Harmattan, 1997).

11 Voir l'Annexe 1: Les «sept erreurs de la révolution Simba» d'après Laurent-Désiré Kabila.

tensions croissantes sur la question de la citoyenneté des Banyamulenge: leurs candidats avaient été exclus des élections de 1982 et de 1987 pour cause de «nationalité douteuse», et un recensement organisé en 1991 pour identifier les citoyens congolais—conçu spécifiquement pour cibler les populations Hutu et Tutsi—avait dégénéré, se soldant par des troubles de grande ampleur.¹²

Le processus de démocratisation lancé par Mobutu en 1990, qui annonçait la fin de son système à parti unique, ne fit qu'exacerber ces tensions. Une assemblée, la Conférence nationale souveraine (CNS), fut réunie pour accélérer l'adoption d'une démocratie multipartite; à son tour, elle introduisit un parlement de transition. Au mois d'avril 1995, ce dernier vota une résolution ordonnant l'expulsion du territoire zaïrois de ceux qu'il cataloguait de «réfugiés rwandais», incluant explicitement dans cette catégorie les Banyamulenge. Célestin Anzuluni Bembe, vice-président du parlement, un Bembé du Fizi, joua un rôle clé en proposant cette résolution et en envenimant les tensions ethniques dans la région. En septembre 1995, il effectua une tournée dans les territoires de Fizi et d'Uvira, prononçant des discours incendiaires et exhortant la population à prendre les armes contre les Tutsi.¹³

Entre-temps, le climat avait encore été assombri par des événements régionaux. À partir de 1990, la guerre civile au Rwanda accrut les tensions ethniques: dans un premier temps, des dizaines de jeunes Banyamulenge furent recrutés au sein de la rébellion du Front patriotique rwandais (FPR), puis près d'un million de réfugiés durent franchir la frontière suite au génocide de 1994, dont la plupart étaient des auteurs de ce génocide. Des réfugiés, pour la plupart Hutu, rejoignirent les dizaines de milliers de Burundais qui avaient fui leur pays, frappé par une guerre civile en 1993. L'arrivée massive de ces réfugiés, y compris de combattants, alimenta les troubles et aggrava les discours de nature ethnique

.....
 12 Jean-Claude Willame, *Banyarwanda et Banyamulenge: Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu* (Bruxelles/Paris: L'Institut Africain/CEDAF et L'Harmattan, 1997).

13 Voir Vlassenroot, *Sud-Kivu*.

puisque les conflits qu'ils avaient fuis étaient essentiellement axés sur l'identité ethnique.

Peu après, en 1996, de jeunes soldats Banyamulenge de l'armée rwandaise furent envoyés de l'autre côté de la frontière pour servir d'avant-garde à la guerre de l'AFDL. Leur arrivée provoqua des affrontements avec l'armée de Mobutu et incita à une mobilisation plus poussée des gangs de jeunes Bembé. Finalement, les échauffourées entre les Banyamulenge et les milices locales se soldèrent fin 1996 par une série d'attaques ciblées et de nature ethnique. Parmi les massacres les plus notoires, citons le meurtre par des soldats Banyamulenge d'Henri Spaack, chef coutumier Bembé du groupement de Basimunyaka, le 12 septembre; le massacre de 300 Banyamulenge à Baraka le 26 septembre; et une tuerie massive perpétrée par des soldats Banyamulenge à Abala le 28 octobre 1996, au cours de laquelle 101 civils, pour la plupart Bembé, furent massacrés pendant la messe.¹⁴

Entre-temps, l'AFDL, soutenue par des troupes rwandaises, érythréennes et ougandaises parties de l'Uvira, avançait en direction du Sud vers Katanga. Un incident se produisit alors qui, dans les récits Maï-Maï, est considéré comme la première grande opération de cette guerre. Un important groupe de jeunes armés de machettes et de quelques fusils et s'appelant «Maï-Maï» bloqua l'avancée de l'AFDL.¹⁵

Les Maï-Maï étaient alors placés, d'une manière très peu structurée, sous les ordres de Kabusenge et de Kasindi Sofeles, tous deux des maquisards chevronnés. *«Tout le monde y a participé»*, s'est souvenu l'un des partisans politiques du mouvement. *«Les chefs coutumiers, quelques*

.....

14 Concernant le massacre de Baraka et d'autres tueries massives de Banyamulenge, voir le Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH), «République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo» («Rapport Mapping de l'ONU»), paragr. 181–8. Les massacres de membres d'autres communautés du Sud-Kivu, notamment les tueries d'Abala, sont traités au paragr. 282–3.

15 Projet Usalama, personne interrogée n° 612, Uvira, 12 March 2013.

*politiciens locaux, tout le monde. Mais ils ont surtout fait appel aux anciens rebelles mulélistes, qui savaient se battre.»*¹⁶ Sofeles a commencé par s'introduire par effraction dans le dépôt d'armes du gouvernement au Fizi, arrachant leurs armes aux soldats en fuite, et volant des voitures qui appartenaient à des ONG locales. Les chefs coutumiers soutinrent la milice et l'aidèrent à trouver les féticheurs (médecins sorciers) nécessaires à la préparation du *dawa* (médicament) pour immuniser les combattants Maï-Maï contre les balles.

La résistance Maï-Maï, aussi désorganisée fût-elle, réussit à retarder l'avancée des troupes de l'AFDL. Le porte-parole de l'AFDL était Laurent-Désiré Kabila, personnalité bien connue au Fizi et ancien camarade de plusieurs de ces Maï-Maï. Kabila chargea certains de ses proches collaborateurs Bembé qui avaient rejoint l'AFDL avec lui, à savoir Sylvestre Luetcha, Shabani Sikatenda et Yermos «Madoamadoa» Lokole, tous d'anciens mulélistes du secteur de Lulenge au Fizi, de persuader les Maï-Maï de mettre un terme à leur résistance. Ils tentèrent ainsi de rassurer les Maï-Maï en leur affirmant que leur rébellion n'était pas un allié interposé des intérêts rwandais, mais *«plutôt qu'ils ne faisaient que collaborer avec les “mercenaires” rwandais pour libérer le pays, après quoi les étrangers rentreraient chez eux»*.¹⁷

Malgré les supplications de Kabila, peu de Maï-Maï du Fizi furent disposés à rejoindre l'AFDL, même si beaucoup cédèrent la résistance active à la milice. Sofeles s'enfuit rapidement en Tanzanie—d'après certains récits, après avoir détourné de l'argent que lui avait donné Mobutu—, mais la plupart des Maï-Maï restèrent sous le leadership de son chef des opérations, Dunia Lwendama, lui aussi ancien combattant Simba. Le groupe manquait encore de cohérence et de ressources, mais ces lacunes furent comblées lorsqu'une nouvelle guerre éclata en 1998; Kabila se fâcha avec ses alliés rwandais et ougandais, qui lancèrent alors

.....

16 Projet Usalama, personne interrogée n° 612, Uvira, 12 March 2013.

17 Projet Usalama, personne interrogée n° 612, Uvira, 12 March 2013.

une autre rébellion, le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD).

L'ère du RCD: une vaste mobilisation Maï-Maï (1998–2003)

Cette deuxième insurrection conduisit à une guerre longue et sanglante qui vit les Maï-Maï du Fizi devenir des alliés interposés de Kinshasa, se battant contre Kigali et ses alliés congolais du RCD. Cette période amena les Maï-Maï au plus fort de leur pouvoir: Kinshasa envoyait des armes et de l'argent à leurs leaders, tandis que le RCD—qui, dans les territoires de Fizi et d'Uvira, se composait de nombreux Banyamulenge déployés aux côtés des troupes rwandaises—s'enlisait dans une contre-insurrection sanglante.

Le RCD conquiert rapidement de grandes zones à l'Est et devint la puissance dominante dans les territoires de Fizi et d'Uvira, prenant le contrôle de l'administration civile. Mais en dehors des principaux centres de population et des grands axes routiers, le contrôle exercé par le RCD était fragile et se heurtait à une large résistance. Le RCD pâtissait en partie d'un problème de perception: la population locale considérait le RCD comme faisant partie d'un complot rwandais visant à fragmenter la RDC. Cette perception était renforcée par le rôle hautement visible joué par les Hutu et Tutsi congolais dans son leadership, provoquant une grande indignation parmi les Bembé, qui voyaient le RCD sous l'angle de leur rivalité historique avec les Banyamulenge.

La manière de gouverner du RCD ne fit qu'ajouter à cette acrimonie. Enlisés dans une guerre coûteuse, les rebelles collectaient des taxes—et se livraient souvent à de vastes opérations de pillage—mais ne fournissaient pratiquement pas de services sociaux, tout en réduisant nettement les libertés civiles.¹⁸ Le plus grand affront fut sans doute la

.....

18 Concernant l'administration rebelle du RCD, voir Denis Tull, *The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)* (Institut für Afrika-Kunde, Hambourg, 2005).

création d'une nouvelle entité administrative dans les Hauts-Plateaux en septembre 1999, le territoire de Minembwe, qui englobait la zone où vivaient traditionnellement les Banyamulenge. Cela provoqua une forte résistance parmi les autres communautés ethniques, qui estimèrent que les Banyamulenge empiétaient sur leurs terres coutumières.

Enfin, le RCD employa une stratégie de contre-insurrection impitoyable. Des résistances Maï-Maï apparaissant dans différents endroits du maquis et inspirant la confiance d'une grande partie de la population, le RCD craignait en permanence pour sa sécurité. Il réagit en commettant de vastes tueries pour faire taire la dissidence et venger les morts parmi ses propres troupes. Le pire incident fut sans doute le massacre de Makobola perpétré à la Saint-Sylvestre en 1998: plus de 800 civils furent tués lors d'attaques de représailles lancées suite à un raid Maï-Maï mortel qui visait le RCD.¹⁹

Le monde vu par les Maï-Maï: indigènes contre étrangers

Le large soutien populaire accordé aux Maï-Maï pendant les Guerres du Congo fut en partie dû à l'attrait suscité par la façon bien particulière dont les Maï-Maï voyaient le monde. En son cœur, la conviction d'une division nette entre les «véritables Congolais» ou Congolais *indigènes*, et les «étrangers», définis en termes ethniques, en général en tant que «Rwandais» ou Rwandophones (personnes parlant le kinyarwanda). Ce groupe se compose de Hutu et de Tutsi, décrits comme voulant s'appropriier les terres coutumières et contrôler l'administration par des moyens violents.

De tels préjugés remontent souvent à une distinction déroutante et raciale entre les «Nilotiques» et les «Bantous». Les Nilotiques, dont les Tutsi/Hima sont perçus comme faisant partie, auraient ainsi des origines génétiques différentes des Bantous. Cette théorie raciale est associée

.....
 19 Concernant le massacre de Makobola et d'autres qui furent commis au Sud-Kivu à l'époque du RCD, voir le Rapport Mapping 2010 de l'ONU, paragr. 353.

à des notions fantasques quant aux traits considérés comme typiquement Tutsi: leur ruse et leur fourberie, leur désir de dominer les autres groupes. D'après une théorie du complot largement répandue dans la région, cette soif de pouvoir se manifeste dans les efforts qu'ils déploient pour établir, avec l'aide de puissances occidentales, un «empire Hima» allant de l'Ouganda jusqu'à l'est de la RDC en passant par le Rwanda et le Burundi, entraînant une «balkanisation» de la RDC.

Ces théories ne reposent guère sur une base factuelle. Les catégories «nilotiques» et «bantoues» sont en effet linguistiques, et non pas raciales. En outre, les Banyamulenge parlent une variante du kinyarwanda, qui est une langue bantoue; les seules personnes qui parlent des langues nilotiques en RDC vivent dans l'extrême nord-est du pays, le long de la frontière soudanaise. Une grande partie de cette mythologie est attribuable aux anthropologues, aux hommes de clergé et aux administrateurs coloniaux qui présumèrent que la race hamitique (dont les groupes nilotiques sont des descendants) était plus raffinée et méritait davantage de régner que les Bantous.²⁰

Les insurrections de l'AFDL et du RCD, toutes deux nettement appuyées par le Rwanda, renforcèrent ces préjugés, car elles furent perçues comme une nouvelle tentative parmi tant d'autres de créer un «empire Hima». Dans les territoires de Fizi et d'Uvira, la création du territoire de Minembwe fut largement considérée comme un premier pas vers la «balkanisation» de la RDC. Les Maï-Maï exploitèrent largement le ressentiment qui s'ensuivit pour se mobiliser, employant des discours anti-Tutsi puissants pour attirer de nouvelles recrues et accroître leur soutien politique.

Bien que le soutien populaire et une idéologie de la mobilisation aient été importants pour la création et le fonctionnement des Maï-Maï, c'est une alliance avec Kinshasa qui joua un rôle crucial en en faisant une

.....

20 Nigel Eltringham, «"Invaders who have stolen the country": The Hamitic Hypothesis, Race and the Rwandan Genocide», *Social Identities* 12/4 (2006), p. 425-46; Jean-Pierre Chrétien, *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire* (Paris: Aubier, 2000), p. 295-305.

force d'importance militaire. Lorsque la Deuxième Guerre du Congo éclata, une délégation de pacification venue de Kinshasa et menée par le général Luetcha, un Bembé, proche conseiller de Laurent-Désiré Kabila, était en visite dans le Sud-Kivu. Luetcha fut contraint de fuir dans le maquis avec les Maï-Maï lorsque l'armée rwandaise envahit de nouveau la région. Il établit alors le premier lien direct entre la milice et Kinshasa. Ces liens furent consolidés au fil des ans par les officiers de liaison à Kinshasa, et par la nomination de leaders Maï-Maï à des postes d'officiers dans l'armée de Kabila, les Forces armées congolaises (FAC). Kinshasa envoya également du ravitaillement—certes de manière irrégulière et en quantités insuffisantes—et encouragea une organisation plus centralisée des différents groupes Maï-Maï, qui vinrent s'ajouter, de manière symbolique, aux forces du gouvernement. Cela conduisit à la création d'une organisation de coordination, les Forces d'autodéfense populaire (FAP).

Au Fizi, les Maï-Maï furent placés sous les ordres globaux de Dunia, qui fut promu colonel par Kinshasa en 1999. En théorie, son contrôle s'étendait jusqu'au territoire d'Uvira et à la zone d'Itombwe de Mwenga, traditionnellement peuplée par plusieurs clans Bembé, même si, en dehors du Fizi, le véritable degré d'obéissance des commandants est discutable. Outre Luetcha, deux autres commandants Bembé des FAC jouèrent un rôle important en organisant et soutenant les Maï-Maï: le général Shabani Sikatenda, responsable des renseignements militaires pour Laurent-Désiré Kabila, qui remplit une fonction clé en organisant les Maï-Maï dans sa base d'origine, le secteur Lulenge du Fizi; et le général Yermos Lokole, qui fut envoyé au Fizi vers 2001 pour améliorer les capacités militaires des Maï-Maï et mettre en place les chaînes d'approvisionnement jusqu'à Lubumbashi, la capitale du Katanga.

Ce soutien atteignit son paroxysme lorsque fut créé le Secteur opérationnel est (SOE) qui regroupait officiellement les Maï-Maï des territoires de Fizi, d'Uvira et de Mwenga et du Nord-Katanga. Le SOE était dirigé par le colonel Dunia, qui installa son quartier général dans la péninsule d'Ubwari, une forteresse naturelle située dans des montagnes aux contours déchiquetés en surplomb du lac Tanganyika. C'est à peu près à cette époque que les Maï-Maï consolidèrent leur alliance avec les rebelles

Hutu burundais du Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD). Les Burundais, qui jouissaient d'une alliance formelle avec Kabila, contribuèrent à dispenser une formation de base sur la péninsule d'Uwari, tout en apportant un soutien opérationnel occasionnel. Les Maï-Maï collaborèrent également avec des rebelles Hutu rwandais, aujourd'hui connus sous le nom de Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR), même si de graves tensions apparurent aussi entre les groupes, accentuant encore l'imprévisibilité et la fragmentation qui caractérisaient la Deuxième Guerre du Congo.²¹

Même si, en théorie, le SOE était doté d'une hiérarchie centralisée, sept brigades étant placées sous les ordres de Dunia, la réalité sur le terrain était tout autre, surtout en dehors du territoire de Fizi. Tandis que différents commandants coordonnaient leurs actions avec Dunia, ils étaient souvent en désaccord entre eux à cause d'une concurrence motivée par des critères d'ordre ethnique, clanique, communautaire et personnel. En outre, leur formation et leurs équipements militaires étaient rudimentaires, faisant des Maï-Maï une force de frappe menée par des amateurs indisciplinés. Lorsque s'accrut leur dépendance envers Kinshasa et les réseaux régionaux du commerce d'or et de contrebande transfrontalière, ils devinrent de moins en moins responsables à l'égard de la population locale et les exactions se multiplièrent.²²

.....

21 Koen Vlassenroot, «Violence et constitution de milices dans l'est du Congo: le cas des mai-mayi», *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2001-2002* (2002), p. 115-52.

22 Concernant l'évolution des relations entre groupes Maï-Maï et la société civile pendant les guerres, voir Koen Vlassenroot et Frank van Acker, «War as Exit from Exclusion? The Formation of Mayi-Mayi Militias in Eastern Congo», *Afrika Focus* 17/1-2 (2001), p. 51-77.

3. Parcours des Maï-Maï Yakutumba

Les pourparlers de paix de Sun City en 2002 conduisirent à la signature d'un accord de partage des pouvoirs et à l'instauration d'un gouvernement de transition qui unit le pays.²³ Ces événements entraînèrent une rude concurrence autour du pouvoir, certains anciens belligérants peinant à obtenir un poste au sein des institutions de l'État nouvellement constituées. Un facteur clé de ces tensions fut l'intégration de groupes armés dans la nouvelle armée nationale. Dépourvus de relations politiques adéquates, les Maï-Maï du Fizi furent marginalisés et ne parvinrent pas à obtenir des postes importants. En même temps, la logique démocratique de la transition encouragea les politiciens à appuyer des groupes armés pour accroître leur influence auprès de leur électorat et du gouvernement central et s'assurer de leur adhésion. Ces deux phénomènes—à savoir le vacillement de l'intégration dans l'armée et la militarisation de la politique—furent cruciaux pour la création des Maï-Maï Yakutumba.

Naissance des Maï-Maï réformés (2003–7)

Lorsqu'on leur demande pourquoi ils retournèrent dans le maquis après la transition (2003–6), les actuels leaders Maï-Maï affirment souvent que c'est à partir du Dialogue intercongolais de Sun City en 2002 que la situation se mit à dégénérer. De nombreux groupes Maï-Maï voyaient le processus de paix comme une opportunité de faire entendre leurs doléances au niveau national et d'être récompensés pour leurs «années de sacrifice pour la nation», comme l'a dit un combattant.²⁴ Au Fizi, les Maï-Maï organisèrent des consultations avec des chefs coutumiers sur la péninsule d'Ubwari et sélectionnèrent une délégation chargée de représenter les points de vue des Maï-Maï de base lors des négociations

.....
23 Dialogue intercongolais, *Accord global et inclusif sur la transition en République démocratique du Congo*. Pretoria, 16 décembre 2002.

24 Projet Usalama, personne interrogée n° 601, Fizi, 15 mars 2013.

de paix. Cependant, comme il l'avait fait avec d'autres groupes Maï-Maï, le gouvernement à Kinshasa assimila le représentant Bembé des Maï-Maï, Yaka Swedi Kosko, ancien officier de liaison de Dunia à Kinshasa. Les doléances et revendications des Maï-Maï ne furent donc pas prises en compte et leurs officiers militaires furent traités sans ménagement dans le processus d'intégration militaire.

En tout, des groupes Maï-Maï de tout l'est de la RDC se virent attribuer 13 des 620 sièges parlementaires, quatre des 63 postes ministériels et un des 11 postes de gouverneur provincial. Si l'on tient compte du fait que ces postes étaient répartis parmi une demi-douzaine de groupes Maï-Maï—et que certains de ceux qui furent désignés n'étaient que nommément des leaders Maï-Maï—, on voit que, dans l'arène politique, les Maï-Maï du Fizi ne s'en sortirent pas mal du tout. Ils firent mieux que l'un des nouveaux partis politiques nationaux créés par des groupes Maï-Maï au début de la transition, les Patriotes résistants Maï-Maï (PRM). L'un des leaders de ce parti, Pardonne Kaliba Mulanga, un Bembé de Lulenge qui avait précédemment servi dans le maquis de Hewa Bora de Kabila puis en tant qu'officier d'état-major sous Dunia, obtint un poste ministériel au sein du gouvernement de transition.²⁵ En même temps, Kosko, le délégué à Sun City, fut nommé à la direction de la Commission Paix et Réconciliation, l'une des plus importantes institutions transitoires nationales—mais qui ne parvint pas à se développer.

Les Maï-Maï de Fizi s'en sortirent en revanche nettement moins bien sur le plan militaire—une déception qui devint l'un des principaux facteurs de la nouvelle insurrection. En 2003, une nouvelle armée nationale, les FARDC, fut créée à partir de la fusion de tous les anciens belligérants. Dunia, qui finit par se voir nommé général, estima que ses efforts l'autorisaient à obtenir un poste élevé dans les FARDC. Par exemple, Padiri Bulenda, leader de la plus grande faction Maï-Maï du

.....

25 Kaliba fut nommé ministre du Développement rural en 2003. En 2006, il fut élu député de Fizi, puis obtint le poste de ministre de la Jeunesse et des Sports en 2007. Il perdit ce poste quelques mois plus tard.

Sud-Kivu, avait été nommé commandant d'une région militaire au début de la transition—alors que Dunia, qui était déjà d'un âge avancé, n'avait pas obtenu de poste aussi important.

Si son âge put être un facteur, la marginalisation de Dunia fut essentiellement le résultat de la logique politique de l'intégration militaire, basée sur le clientélisme. Les officiers étaient souvent nommés, déployés et promus en fonction des personnes qu'ils connaissaient et de l'influence qu'ils exerçaient dans la hiérarchie politique. Il n'existait aucun lobby politique puissant pour représenter le groupe de Dunia à Kinshasa, et ses délégués furent rapidement contrecarrés—d'après certains, à coups de pots-de-vin—au sein de la commission d'intégration militaire. Cela transmet un message clair aux Maï-Maï: tant qu'ils n'auraient pas d'influence ou de relations politiques, ils resteraient sur la touche.

La hausse des tensions au sein de la communauté Bembé fut également un facteur important: les actuels commandants Bembé de l'armée—des personnes comme Luetcha, Sikatenda et Lokole, toutes issues du secteur Lulenge du Fizi—essayèrent d'empêcher la promotion des commandants Bembé des trois autres secteurs (Mutambala, Ngandja et Tanganyika), craignant de perdre leur influence à Kinshasa. Cela entraîna la marginalisation de Dunia, originaire de Kananda (Ngandja). Des tensions croissantes entre Dunia et Kaliba, responsable des PRM et originaire de Lulenge, nuisirent encore aux chances de promotion de Dunia.

Du fait de cette marginalisation, Dunia et ses partisans hésitèrent à intégrer leurs troupes dans l'armée nationale. Dans les territoires de Fizi et d'Uvira, ce processus, appelé «brassage», ne démarra qu'en 2005. Jusqu'à ce moment-là, les brigades Maï-Maï continuèrent plus ou moins de fonctionner selon leur structure précédente, même si, désormais, elles faisaient officiellement partie des FARDC.²⁶

Leur manque de poids politique ne fut pas le seul obstacle à leur intégration dans l'armée. De nombreux officiers Maï-Maï rechignaient à

.....
 26 Voir Annexe 2: Brigades FARDC ex-Maï-Maï dirigées par des Bembé avant le brassage (2005).

quitter leur terre natale car cela signifierait sans doute pour eux une perte de revenus, de statut et d'influence. Les premiers salaires dans l'armée allaient d'environ 10\$ à 50\$ par mois, et s'il existait quelques opportunités de s'enrichir, cela dépendait de nouveau de ses relations politiques.

La réticence des Maï-Maï suscita également la sympathie de la population locale. Le cycle de massacres et les discours identitaires qui avaient été prononcés pendant la guerre avaient instauré une profonde méfiance entre les communautés. Les Maï-Maï redoutaient que, s'ils cédaient leurs capacités militaires, leurs ennemis Banyamulenge—dont certains avaient aussi refusé de rejoindre l'armée nationale—n'en profitent pour les dominer.

Les événements qui s'ensuivirent corroborèrent ces suspicions. En juin 2004, des combats éclatèrent à Bukavu suite à la mutinerie d'anciens commandants du RCD contre le gouvernement; deux factions Banyamulenge dissidentes firent ensuite leur apparition dans les Hauts-Plateaux en 2005.²⁷ Cela dissuada Kinshasa de redéployer la 112^{ème} brigade loyaliste, entièrement composée de Banyamulenge, elle aussi basée dans les Hauts-Plateaux. La situation se retrouva ainsi dans une impasse, les groupes Bembé et Banyamulenge refusant d'envoyer leurs troupes au brassage les premières, de peur que le groupe rival ne prenne le dessus.

En 2006, les dernières brigades Maï-Maï reçurent des pressions croissantes pour envoyer leurs troupes au centre d'intégration de Luberizi, dans le territoire d'Uvira. Si la plupart des commandants de brigade le firent, plusieurs officiers de bas échelon s'y opposèrent, d'après certains suite aux ordres du général Dunia, qui voulait conserver son influence au Fizi et craignait que le démantèlement de ses structures militaires ne le prive de tout moyen de faire pression sur le gouvernement.

Une personnalité clé de cette résistance fut le capitaine William Amuri Yakutumba, commandant de bataillon de la 118^{ème} brigade, l'une des anciennes unités Maï-Maï de Dunia, déployée à Baraka. Yakutumba, qui

.....
27 Ces groupes allaient par la suite fusionner pour constituer un groupe rebelle, les FRF; voir Stearns et al., *Les Banyamulenge*, p. 22–5.

avait démarré sa carrière dans les Maï-Maï en 1996, était extrêmement préoccupé par les factions Banyamulenge dissidentes. «*C'était en partie à cause de son idéologie. Il est très anti-Rwandais, anti-Tutsi*», a expliqué un officier de l'armée congolaise qui le connaissait bien à cette époque. «*En partie, les politiciens et d'autres officiers Bembé se servaient de lui.*»²⁸

Cette idéologie s'affirma de plus en plus pendant la transition. En 2005, Yakutumba avait fait campagne contre la nouvelle constitution, qui octroierait la nationalité *de facto* aux Banyamulenge. Pour Yakutumba, cela prouvait que le nouveau Président, Joseph Kabila, s'était retourné contre les Maï-Maï. «*Kabila n'était pas comme son père [Laurent-Désiré], qui nous a donné des armes. Joseph réclamait des pourparlers avec le Rwanda et marginalisait les officiers Bembé comme Luetcha, Sikatenda et Lokole*», s'est plaint un leader politique Maï-Maï.²⁹

Pour apaiser les tensions ethniques et terminer le processus d'intégration dans l'armée, le commandement militaire du Sud-Kivu organisa une réunion à Baraka en octobre 2006 entre Bisogo, commandant Munyamulenge dissident, et Ngufu, commandant de la 118^{ème} brigade ex-Maï-Maï, dans l'espoir de les convaincre d'envoyer simultanément leurs troupes au brassage. L'échec de cette réunion, qui faillit entraîner une confrontation armée, convainquit Yakutumba de continuer de refuser l'intégration.

En janvier 2007, la 10^{ème} région militaire envoya des camions pour transporter les dernières troupes de la 118^{ème} brigade à Luberizi, poussant ainsi Yakutumba à s'enfuir sur la péninsule d'Ubwari, l'ancien quartier général de Dunia, accompagné d'un petit groupe de loyalistes. Le 23 janvier, Yakutumba et 34 autres membres fondateurs créèrent les Maï-Maï réformés, nom qu'ils choisirent pour se distinguer des précédents groupes

.....
28 Projet Usalama, personne interrogée n° 602, Baraka, 14 mars 2013.

29 Projet Usalama, personne interrogée n° 603, Uvira, 12 mars 2013.

Maï-Maï.³⁰ Ils avaient en effet le sentiment que pendant les guerres, le terme «Maï-Maï» était devenu une appellation dénuée de sens et dont se réclamaient différents groupes quels que soient leur comportement ou leur orientation idéologique. Une personnalité clé de l'élaboration des objectifs du mouvement fut Raphaël Looba Undji, politicien Bembé qui n'était pas parvenu à remporter un siège au parlement lors des élections de 2006 et était ainsi devenu l'un des nombreux «candidats malheureux» à rejoindre un groupe armé. Undji devint président des Maï-Maï réformés et d'aucuns affirment que ce fut lui le véritable idéologue et stratège du mouvement.

La décision de créer un nouveau groupe rebelle aurait été appuyée par certains leaders communautaires Bembé, ainsi que par Dunia, qui montra aux dissidents la direction de ses caches d'armes.³¹ Le groupe attira également d'autres Maï-Maï qui ne voulaient pas rejoindre les FARDC, comme le commandant Bwasakala, commandant de bataillon de la 117^{ème} brigade (ex-Maï-Maï), et plusieurs troupes qui avaient déjà été envoyées au centre de brassage de Luberizi.³² Parmi les autres recrues figuraient d'anciens combattants qui avaient dans un premier temps été démobilisés, soit par le biais du programme gouvernemental officiel, soit par le processus d'«auto-démobilisation», nombre de ces derniers migrant vers les zones aurifères de Misisi et de Mukera. Vu les médiocres possibilités d'emploi et le manque de suivi du programme de démobilisation, la milice de Yakutumba était devenue une option attractive. Même en tant que civils, d'anciens soldats exécutèrent des fonctions vitales pour les rebelles: conducteurs de mototaxi ou petits commerçants, ils firent

.....
30 D'après certains membres du groupe, les Maï-Maï Yakutumba furent créés en 2005 suite à l'échec des négociations avec des membres du gouvernement national. Cependant, d'après des sources onusiennes et d'autres membres du groupe, Yakutumba et ses officiers faisaient officiellement partie de l'armée nationale jusqu'en janvier 2007.

31 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 2 décembre 2011, p. 55.

32 Par la suite, d'autres personnalités influentes de la 117^{ème} brigade rejoignirent également Yakutumba, notamment le commandant de bataillon Abdou Lwendama, frère du général Dunia.

partie de réseaux de soutien des Maï-Maï plus vastes, parmi lesquels se trouvaient des travailleurs d'ONG et des chefs locaux qui comprenaient la vision du monde de Yakutumba.

Dans un premier temps, le gouvernement congolais tenta de négocier avec le nouveau groupe, le persuadant de quitter Ubwari pour s'installer dans la ville de Fizi en 2007. À ce stade-là, Yakutumba se déclarait prêt à rejoindre l'armée, à condition que les factions armées Banyamulenge s'intègrent en premier. Son vœu ne fut cependant pas exaucé, et Yakutumba réussit à établir de bonnes relations de travail avec une brigade FARDC nouvellement arrivée, avec laquelle il prit part au négoce de l'or.³³

Yakutumba n'était pas le seul à s'insurger. La transition avait produit de nombreux groupuscules rebelles au Fizi et à Itombwe, pour la plupart des factions dissidentes issues d'anciennes milices Maï-Maï qui ne voulaient pas rejoindre l'armée, telles que les Maï-Maï Mulumba et Aoci.³⁴ Nombre de ces groupes formèrent une alliance avec Yakutumba, devenant ainsi formellement des brigades au sein des Maï-Maï réformés, qui—tout du moins sur le papier—comptaient aussi des unités au Nord-Katanga, au Maniema et au Shabunda.

Commandant de division autoproclamé, Yakutumba commença à utiliser le titre de «général»³⁵. Mais cela ne suffit pas à faire oublier la structure désorganisée des Maï-Maï réformés, qui servait davantage de mode de diffusion de leurs idées et de leurs expériences que de hiérarchie militaire. Le groupe fit long feu. Cependant, même après la disparition des Maï-Maï réformés, Yakutumba maintint des relations avec ses éléments, ainsi qu'avec d'autres groupes Maï-Maï, notamment dans le territoire voisin d'Uvira. Au fil des années, alors que les Maï-Maï Yakutumba

.....
33 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, pp. 56–58

34 Voir l'Annexe 3: Groupes Maï-Maï du Fizi et d'Itombwe apparus après la transition (2006–8).

35 En 2011, les Maï-Maï abolirent leur système de hiérarchie militaire, ce qui conduisit Yakutumba à assumer la fonction de «commandant des forces».

devenaient le groupe Maï-Maï le plus important du sud de la province du Sud-Kivu, ils se mirent à exercer une influence idéologique sur ces autres groupes, les aiguillant et leur servant de source d'inspiration, faute d'apporter une cohérence organisationnelle.

Développement de la branche politique (2007–8)

La réaction initiale du gouvernement congolais à la menace de Yakutumba fut d'essayer de le coopter, en prenant comme médiateurs plusieurs politiciens Bembé. Cette tentative fut typique de la stratégie contre-productive que menait Kinshasa pour lutter contre l'insurrection: au lieu d'affaiblir le mouvement, ses efforts finirent par renforcer Yakutumba lorsque celui-ci se rapprocha des intérêts des politiciens Bembé qui, dans bien des cas, étaient eux-mêmes de virulents détracteurs du gouvernement.

En septembre 2007, Yakutumba et Looba Undji arrivèrent à Kinshasa à l'invitation du Président Kabila. Alors que le principal objectif de cette convocation était de négocier, le Président ne rencontra les deux hommes que six mois plus tard et pendant seulement 30 minutes. Cela exaspéra les Maï-Maï, mais le temps qu'ils passèrent à Kinshasa leur permit de consolider leurs réseaux de contacts au niveau national. Ils furent ici aidés par Anzuluni Bembe, politicien Bembé radical qui avait joué un rôle central dans le colportage de la haine ethnique dans les années 1990. Ils trouvèrent également une oreille attentive à l'égard de leur projet d'insurrection en la personne de Jemsi Mulengwa, homme d'affaires Bembé qui avait longtemps vécu en Europe et était revenu pour briguer un siège au parlement national au Fizi lors des élections de 2006.³⁶

Tandis que Yakutumba se trouvait à Kinshasa, d'importants développements se profilaient dans l'est de la RDC, qui allaient influencer son mouvement. Le gouvernement, qui avait fait peu de cas de l'insurrection

.....

36 Jemsi se présenta d'abord sur une liste électorale DCF-COFEDEC (démocrate-chrétien), avant de passer au PANADER (lié à la plate-forme de la Majorité présidentielle (MP)), pour les élections de 2011. Son père, le pasteur Pagiël Mulengwa, compte parmi les voix les plus radicales de la diaspora Bembé.

de Yakutumba, déploya des milliers de soldats pour étouffer une autre rébellion au Nord-Kivu, celle du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP), dirigée par Laurent Nkunda. En janvier 2008, le gouvernement organisa une conférence de paix à Goma pour trouver une solution aux cycles de violence dans les Kivus, à laquelle participèrent la plupart des groupes armés. Si, officiellement, Yakutumba boycotta la conférence puisqu'il refusait de négocier avec le CNDP, dirigé par des Tutsi, une délégation menée par Joseph Assanda, ancien secrétaire de Looba Undji, représenta la vision du groupe.³⁷

Cette vision avait évolué pendant le séjour de Yakutumba à Kinshasa, où il avait élaboré une aile politique, qui finirait par être connue sous le nom de PARC.³⁸ L'idéologie du parti était devenue plus sophistiquée, défendant des idées relatives au développement socioéconomique et à l'administration locale qui furent exposées dans un programme politique élaboré, même si ses déclarations publiques continuaient de se limiter à un discours ethnique étriqué et anti-rwandophone. Le PARC mena principalement campagne contre la création d'un territoire de Minembwe (Banyamulenge), contre la citoyenneté des Banyamulenge et contre les activités du groupe rebelle Banyamulenge des Forces républicaines fédéralistes (FRF). Un changement plutôt radical dans le paysage politico-militaire kivutien allait bientôt lui permettre de tirer parti de ces discours antagonistes.

Conséquences de l'intégration du CNDP et opérations Kimia II (2009–10)

Le cessez-le-feu précaire signé à la conférence de Goma s'effondra rapidement et le CNDP avança jusque dans la banlieue de Goma en octobre 2008. Cette hausse des tensions se solda par la conclusion entre

.....

37 Joseph Assanda Mwenebatu, «Déclaration des Maï-Maï de Fizi à la Conférence Nationale sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu tenue à Goma en janvier 2008» (non publiée), janvier 2008.

38 La lettre «A» dans «PARC» désignait au départ l'«auto-défense» mais cela fut changé en «action» afin d'accroître les chances de reconnaissance officielle.

Kinshasa et Kigali d'un accord de paix controversé, qui contraignit le CNDP à s'intégrer dans les FARDC, mais permit à ces anciens rebelles de conserver des chaînes de commandement parallèles dans les Kivu. Conjugués aux opérations rwando-congolaises menées conjointement contre les FDLR, ces développements apportèrent de l'eau au moulin de Yakutumba et de ses discours anti-rwandais.

Le lancement de ces opérations communes, appelées *Umoja Wetu* (Notre Unité), incita Yakutumba à montrer son mécontentement; il déplaça ses troupes et les chargea de barrer la route reliant Uvira à Baraka, officiellement pour empêcher une éventuelle arrivée des troupes rwandaises au Sud-Kivu. Après des négociations avec le colonel Nakabaka, l'un des plus importants commandants Maï-Maï de l'Uvira pendant la guerre du RCD, Yakutumba accepta de se retirer. Peu de temps après, le 23 mars 2009, aux côtés du CNDP et d'autres groupes armés, il signa un accord de paix avec le gouvernement de la RDC, s'engageant à intégrer ses troupes dans les FARDC et à transformer son groupe armé en un parti politique.

Au départ, le groupe de Yakutumba essaya d'organiser une coalition politique de groupes armés du sud de la province du Sud-Kivu afin d'accroître son influence. Mais cette initiative échoua à cause de querelles autour du leadership. Yakutumba envoya un premier groupe de soldats sur le site d'intégration de Luberizi, mais continua de refuser de se plier au processus tant que le groupe armé des FRF Banyamulenge ne serait pas lui-même intégré.

L'intégration finit par faire long feu, la logique de l'intégration du CNDP continuant de s'éroder malgré le peu de confiance que Yakutumba avait dans le gouvernement central. À la mi-2009, le gouvernement lança une nouvelle offensive contre les FDLR, Kimia II. Un nombre disproportionné de postes de commandant fut attribué à l'ex-CNDP et, dans une moindre mesure, à l'ancienne Coalition des patriotes résistants congolais (PARECO), presque exclusivement Hutu. D'après les estimations des FARDC, deux tiers des troupes de Kimia II qui arrivèrent au Fizi, et la

majorité du commandement du 4^{ème} secteur et de la 4^{ème} Zone opérationnelle, dont dépendaient ces troupes, étaient Hutu et Tutsi.³⁹

Le groupe de Yakutumba déclara que l'arrivée de ces troupes constituait une provocation et menaça de reprendre les hostilités, retirant toutes ses troupes de la zone aurifère de Misisi, près de Lubondja, village natal de Yakutumba. Lorsqu'une série de négociations s'ensuivit, Yakutumba fit savoir sans équivoque qu'il n'était pas d'accord avec les opérations militaires visant les FDLR, une force avec laquelle les Maï-Maï avaient toujours entretenu des relations cordiales, déclarant qu'il estimait que des voies pacifiques seraient plus efficaces pour neutraliser ce groupe. Il exigea en outre d'être nommé général et responsable du commandement des opérations militaires au Fizi. L'un de ses officiers a expliqué: «*Nous étions outrés de voir qu'ils donnaient tous ces postes à des Rwandophones, tandis que nos commandants Maï-Maï qui s'étaient intégrés dans l'armée se retrouvaient tous sans emploi.*»⁴⁰ La façon dont les troupes de Yakutumba récemment intégrées furent traitées dans le camp d'entraînement de Luberizi amplifia encore leur sentiment de marginalisation et de discrimination. Surtout, les Maï-Maï considérèrent que les opérations Kimia II confirmaient que des Rwandais déguisés en officiers de l'ex-CNDP s'étaient emparés du contrôle de l'armée nationale.

Ces tensions allaient finalement conduire à de violents affrontements. Mais tout d'abord, une autre série de négociations eut lieu à Misisi. Ces pourparlers, animés par Welongo Luhe'ya, évêque de l'Église méthodiste libre, eurent dans un premier temps des répercussions positives, en partie grâce à l'impact qu'eut ce chef spirituel hautement respecté sur Yakutumba, homme très croyant.⁴¹ En octobre 2009, Yakutumba envoya un contingent de ses troupes sur le site d'intégration de Mushimbake à Baraka, mais le 2 novembre 2009, des combats acharnés y opposèrent ses troupes à la 12^{ème} brigade intégrée. Selon Yakutumba, il s'agissait d'un acte

39 Projet Usalama, personne interrogée n° 604, par courrier électronique, 2 juin 2013.

40 Projet Usalama, personne interrogée n° 610, Fizi, 16 mars 2013.

41 Projet Usalama, personne interrogée n° 604, par courrier électronique, 4 juin 2013.

prémédité dont l'objectif était de l'arrêter. La présence du général Dunia à Baraka aurait renforcé l'hostilité de Yakutumba à l'égard du gouvernement. Un témoin de l'exercice d'intégration a décrit la manière dont un incident banal avait déclenché cet affrontement: un civil avait accosté un commandant de Yakutumba en lui reprochant d'avoir épousé sa sœur sans verser de dot à sa famille.

Le commandant a émis un mandat d'arrêt pour aller arrêter le mari de la femme. Ils l'ont arrêté mais, en route, ils ont trouvé des militaires de la 12^{ème} brigade intégrée qui étaient en patrouille. Ces derniers [...] ont arrêté un soldat et deux autres ont pris la fuite. [...] Yakutumba a téléphoné au commandant de l'armée en lui disant: «Si vous ne libérez pas mon soldat, je prendrai des mesures contre vous.» Ils se sont disputés. Après ça, Yakutumba a décidé de faire remonter cet incident et a ordonné à ses hommes de tirer.⁴²

Yakutumba se retira sur la péninsule d'Ubwari, mettant officiellement fin aux pourparlers avec le gouvernement. Craignant une explosion de violence plus étendue au Fizi, les FARDC firent pression sur le général Dunia pour qu'il quitte sa base d'origine à Baraka et gagne Bukavu, où il finit par être assigné à résidence *de facto*.

Les combats de novembre 2009 témoignèrent du nouvel environnement politico-militaire né de l'intégration du CNDP. Pendant des années, les Maï-Maï Yakutumba avaient opéré relativement librement en collusion avec la 12^{ème} brigade des FARDC, étant donné qu'il n'existait aucune politique d'opérations militaires visant les troupes qui refusaient le brassage. Mais avec les opérations Kimia II, cet équilibre fut rompu. L'arrivée de nouvelles troupes présageait le lancement d'une offensive contre les groupes armés qui refusaient de s'intégrer, considérés dès lors comme des «forces négatives».

.....

42 Projet Usalama, personne interrogée n° 604, par courrier électronique, 4 juin 2013.

Cette stratégie eut des résultats mitigés. D'un côté, elle sembla affaiblir le groupe de Yakutumba, étant donné que son champ d'action fut diminué et qu'il dut prendre la fuite, provoquant parmi ses hommes une grande lassitude, une baisse de leur moral et une multiplication des défections. De l'autre, les pertes infligées par les opérations furent limitées et la présence renforcée des Maï-Maï dans la forêt de Ngandja les conduisit à collaborer plus étroitement avec le bataillon FDLR qui y était basé, notamment dans l'exploitation de l'or dans des sites miniers reculés tels que Katchoka et Kabobo.⁴³

La nouvelle stratégie fut également affaiblie par la tactique maladroite de contre-insurrection mise en œuvre par le gouvernement. Nombre des soldats du Fizi étaient d'anciens PARECO; il s'agissait de nouvelles recrues, dont certaines étaient mal formées, et leurs commandants n'avaient pas l'expérience des opérations de grande ampleur. En outre, le leadership militaire se souciait principalement de son propre enrichissement et ne se sentait pas responsable envers la population locale. Les opérations militaires conduisirent à des pillages, des meurtres de civils et des viols. En avril 2010, par exemple, la ville de Fizi fut systématiquement pillée, entraînant la faillite de plusieurs propriétaires de magasins. Le 31 décembre 2010, le meurtre par la population locale d'un soldat des FARDC dans la ville de Fizi déclencha une réaction disproportionnée qui mena à des actes de pillage et des viols à grande échelle.

Bien évidemment, l'indignation provoquée par ces événements entraîna une hausse considérable de la popularité des Maï-Maï—mais ce nouveau soutien ne se traduisit pas automatiquement par de nouvelles recrues. Au fil des années, les gens avaient été déçus par les Maï-Maï, dont les pratiques étaient souvent tout autant abusives que les forces contre lesquelles ils étaient censés les défendre, et la population était extrêmement lasse de cette guerre. Yakutumba se tourna donc ailleurs pour maintenir sa force militaire et financière.

.....

43 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2010/252, «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 25 mai 2010, p. 11.

Racket et actes de piraterie (2010–2011)

À la mi-2010, les capacités militaires des Maï-Maï Yakutumba semblaient décliner en raison de problèmes de recrutement et d'une baisse du soutien populaire à l'égard de la rébellion armée. Deux phénomènes vinrent inverser cette tendance: la formation d'une alliance avec les rebelles burundais, et les élections de 2011. Ces deux événements allaient fortement influencer sur le mode d'opération des Maï-Maï, qui commencèrent à se livrer à des actes plus explicitement criminels et à durcir leurs opérations politiques et militaires. Ils devinrent moins tributaires des ressources communautaires locales et eurent le sentiment de ne plus avoir autant de comptes à rendre aux leaders locaux. Le leadership Maï-Maï perdit en popularité et fut de plus en plus considéré comme extrémiste et animé par l'unique désir d'assurer son enrichissement personnel. En outre, de nouvelles alliances et sources de revenus provoquèrent de fortes tensions internes et des tendances centrifuges au sein du mouvement, les commandants insatisfaits décidant de faire cavaliers seuls. Cela entraîna une nouvelle dégradation du comportement des Maï-Maï à l'égard des civils.

Au Burundi, l'opposition politique contesta les résultats des élections de 2010, et les trois principaux leaders de l'opposition s'exilèrent. Parmi eux figurait Agathon Rwasa, leader des Forces nationales de libération (FNL), qui décida de regagner le maquis. Rwasa passa au Sud-Kivu où il chercha à établir une base arrière. La bande littorale stratégique du lac Tanganyika, contrôlée par Yakutumba, correspondait parfaitement à ses attentes: les services de sécurité burundais ne pouvaient y accéder, et les autorités congolaises la contrôlaient à peine. La plus importante force militaire dans cette zone était une unité du Premier secteur naval contrôlée par un Bembé, le général Lokole, jusqu'à sa mort en juillet 2010. Nombre des fusiliers marins de ce secteur étaient d'anciens Maï-Maï qui avaient été intégrés après la guerre sans aucune forme de brassage, et dont la loyauté envers l'armée nationale était discutable.

Le lac Tanganyika offrait aussi d'innombrables possibilités de contrebande de marchandises, surtout vers la Tanzanie. Depuis leur création,

les Maï-Maï Yakutumba dégagèrent une part substantielle de leurs revenus de l'exploitation des ressources naturelles, en particulier par le biais de la taxation et du commerce de l'or provenant des zones minières de Misisi et de Mukera, des gisements de cuivre de Yungu et du bois dur de la forêt de Ngandja. À partir de 2011, lorsqu'une importante quantité d'or fut découverte près du village natal d'Abwe Mapigano, commandant adjoint de Yakutumba, les Maï-Maï exercèrent également un contrôle considérable sur le nouveau site minier de Makama. Toutes ces zones d'extraction de ressources se trouvent près du Tanganyika, ce qui permet de faire facilement transiter par le lac les marchandises de contrebande. C'est ainsi qu'il faut envisager les déplacements fréquents de Looba Undji vers l'île tanzanienne d'Ujiji, où les Maï-Maï ont une base de liaison.⁴⁴

D'une manière similaire, les FNL disposaient d'un large soutien et de vastes réseaux d'approvisionnement en Tanzanie, notamment parmi la police et les officiers de l'armée. En outre, Yakutumba et les FNL recrutèrent des réfugiés congolais et burundais en Tanzanie. En 2010, la Tanzanie comptait encore plus de 60 000 réfugiés congolais, pour la plupart des Bembé, et plus de 47 000 réfugiés burundais récents, en plus des 162 000 qui étaient arrivés lors des décennies précédentes.⁴⁵ Cette confluence d'intérêts et de réseaux consolida l'alliance entre les deux groupes armés.

L'alliance de Yakutumba avec les FNL, qui conduisit, d'après les estimations, à la présence de 80 à 120 combattants burundais dans ses rangs, transforma l'armée des Maï-Maï. Celle-ci eut accès à des armes plus sophistiquées, par exemple des mitrailleuses 12,7 mm et 14,5 mm, et les FNL fournirent une formation militaire, des conseils stratégiques et un certain soutien opérationnel. Par exemple, en avril et mai 2011, des combattants congolais et certains soldats burundais suivirent un entraînement de deux mois à Talama, sur les rives du lac Tanganyika, près

.....
44 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 53.

45 Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), *Rapport mondial 2010*, p. 45.

de la frontière entre le Fizi et le Katanga, devenu le centre des activités des Maï-Maï.⁴⁶

Cet entraînement n'était pas exclusivement militaire: Yakutumba et Looba Undji insistèrent également pour qu'une formation idéologique soit incluse, notamment des notions de religion et d'histoire nationale. Ce nouvel accent sur la religion se refléta aussi fin 2010 dans l'ajout du mot «Alléluia» au nom du groupe, dont l'aile armée finit par être officiellement rebaptisée Forces armées alléluia (FAAL). Début 2011, le mouvement prit le nom de PARC-FAAL, démontrant l'importance accrue de l'aile politique.

L'influence des FNL devint évidente en 2011 lorsque Yakutumba prit part à des actes de piraterie de plus en plus brutaux sur le lac Tanganyika. En juin 2011, ses troupes capturèrent le navire Ulindi, réclamant une rançon de 15 000\$. Le mois suivant, le PARC-FAAL envoya un courrier au président de l'association des armateurs d'Uvira réclamant 500 \$ par bateau pour chaque passage sur le lac.⁴⁷ Les armateurs modifièrent l'itinéraire de leurs bateaux autant qu'ils le purent en les faisant passer par les eaux territoriales tanzaniennes, mais cela ne suffit pas à empêcher de nouveaux incidents. En juillet, le FAAL lança une attaque surprise sur la ville portuaire de Wimbi, située juste au sud de Talama, capturant des équipements militaires qui appartenaient aux FARDC.⁴⁸ En septembre 2011, le FAAL intercepta de nouveau deux gros navires. En échange de leur libération, il reçut une somme importante en espèces et de grandes quantités de carburant. Cela montre combien, en dépendant de moins en moins des contributions communautaires, les Maï-Maï se mirent à ressembler de plus en plus à des racketteurs.

.....
46 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 54.

47 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 214.

48 Rapport interne de la MONUSCO, 16 juillet 2011, détenu dans les archives de l'Institut de la Vallée du Rift.

Radicalisation dans un climat électoral houleux (2011–2012)

L'année 2011 commença par la restructuration des FARDC dans les Kivus. Ce processus de «régimentation»—qui consistait à regrouper les brigades au sein de régiments—avait pour objectif de réduire l'influence de l'ex-CNDP, mais il eut l'effet inverse.⁴⁹ La prééminence accrue d'officiers rwandophones dans l'armée servit une fois de plus à valider les théories du complot de Yakutumba et à nourrir une campagne électorale axée sur l'identité ethnique. À peu près à cette époque, en janvier 2011, l'armée congolaise réussit à conclure un accord d'intégration avec les rebelles FRF Banyamulenge.⁵⁰ Cela faisait déjà longtemps que Yakutumba invoquait l'existence des FRF comme un des éléments justifiant la résistance à laquelle son groupe se livrait: une fois le mouvement démantelé, les FARDC fixèrent à Yakutumba une échéance pour son intégration. Après s'être montré, dans un premier temps, assez intéressé par cette perspective—peut-être parce qu'il savait que les négociations pouvaient constituer une affaire lucrative—, le PARC-FAAL produisit une nouvelle liste de doléances politiques; mais aucune négociation digne de ce nom ne s'ensuivit.

Alors que les élections présidentielles et parlementaires approchaient, le gouvernement lança une nouvelle initiative pour neutraliser les groupes armés. Yakutumba s'en trouva affaibli sur le plan militaire, mais ces pressions électorales renforcèrent sa position politique. Les candidats pro-Maï-Maï comptaient sur le mouvement pour accroître leur popularité: il leur fallait donner l'impression que ces politiciens étaient les «garants de la sécurité» au Fizi, comme l'a expliqué un activiste de la société civile.⁵¹

.....

49 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 81–3. Voir également Jason Stearns, *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo* (Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012), p. 39–40.

50 Stearns et al., *Les Banyamulenge*, p. 40–3.

51 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, par téléphone, 31 mars 2013.

Pour bien comprendre l'impact qu'eut Yakutumba sur le processus électoral de 2011, il est impératif de tenir compte des relations que le groupe entretenait avec les civils en général. Les Maï-Maï Yakutumba sont en effet solidement ancrés dans les réseaux civils au Fizi en raison de liens familiaux, claniques et politiques. La nature de ces liens repose sur des critères très divers et qui évoluent souvent, et elle oscille entre persuasion et coercition: si certains coopèrent de leur plein gré, soit parce qu'ils veulent en dégager un gain personnel, soit parce qu'ils adhèrent à l'idéologie du mouvement, d'autres n'y contribuent que parce qu'ils ont peur, parfois suite aux mesures d'intimidation et aux pressions sociales que leur infligent les réseaux Maï-Maï.

Plusieurs chefs coutumiers influents au Fizi sont connus pour être des partisans de Yakutumba, notamment les chefs de localité des zones minières de Misisi et de Mukera.⁵² Au niveau des villages, un soutien important provient des membres des comités de base que le PARC a mis en place là où se concentrent ses sympathisants, par exemple à Mukera, Lubondja, Ubwari et sur la bande littorale allant de Kazimia à Wimbi. D'après certaines informations, il arrive parfois que les chefs de ces comités doivent recueillir des contributions mensuelles de 50 \$. Les villages qui n'ont pas ce type de comités sont également tenus d'apporter leur contribution. Il est dangereux de s'y opposer: le chef du groupement d'Ubwari, Nilingita Mvano, fut ainsi forcé de fuir la péninsule en juin 2008 suite aux menaces de Yakutumba. Son successeur, Mwami Kisesa, rencontra des problèmes similaires en 2011.⁵³

Les autorités désignées par le gouvernement central, par exemple les chefs de secteur ou les administrateurs territoriaux, ne furent pas épargnées. Le chef de secteur de Ngandja fut brièvement kidnappé en 2009 après avoir pris part à une mission pour convaincre des jeunes de ne

52 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 56 et 58.

53 D'après certains, il est également significatif que le chef soit issu de la communauté ethnique des Babwari, qui ont par le passé entretenu des relations tendues avec les Bembe.

pas rejoindre les rangs des Maï-Maï. Un cas plus grave se produisit en août 2011, lorsque l'administrateur adjoint du territoire de Fizi, Kashindi Kati, fut kidnappé à Ngalula et retenu en otage pendant plusieurs semaines. Il constituait une cible évidente, étant l'un des protégés de Pardonne Kaliba, ennemi de Yakutumba et responsable du parti politique des PRM.

L'incident impliquant Kashindi Kati démontre combien le PARC-FAAL, à travers ses réseaux sociaux denses, sa réputation et sa capacité à recourir à la violence, devint un précieux atout pour les candidats aux élections de 2011. «*La plupart des candidats aux élections législatives ici au Fizi soutenaient Yakutumba, ils s'y sentaient contraints*», a observé un activiste de la société civile, opinion que corroborent les rapports des Nations Unies et d'autres dirigeants locaux.⁵⁴

L'incident le plus notoire impliqua Jemsi Mulengwa, politicien et homme d'affaires Bembé qui dirigeait le groupe communautaire Bembé *Emo 'ya m'mbondo* à Kinshasa. De nombreux témoins affirment que Mulengwa a soutenu la rébellion de Yakutumba.⁵⁵ En juillet 2011, à l'approche de l'élection, il aurait fourni un soutien financier lorsque le gouvernement tentait de convaincre Yakutumba de s'intégrer.⁵⁶ D'après un activiste de la société civile qui assistait à l'un de ses meetings électoraux au Fizi, Mulengwa se prononça contre la réinstauration d'une unité administrative pour les Banyamulenge, le territoire de Minembwe, qui avait précédemment existé sous l'occupation du Sud-Kivu par le RCD:

Jemsi a dit: «Ne choisissez personne d'autre que Jamesi. Les autres candidats qui viennent demander votre voix soutiennent les Banyarwanda, ils veulent créer le territoire de Minembwe [autrement dit un fief Banyamulenge]. Choisir Louise Munga [une autre candidate], c'est choisir Kabila, qui est soutenu

.....
54 Projet Usalama, personnes interrogées n° 606, Fizi, 15 mars 2013, et n° 607, 15 mars 2013; voir également Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2011/738, p. 56.

55 Projet Usalama, personnes interrogées n° 605, Uvira, 12 mars 2013, et n° 606, Fizi, 15 mars 2013.

56 Conseil de sécurité des Nations Unies, ONU S/2011/738, p. 56.

par le Rwanda. Je soutiens Yakutumba, c'est notre fils et notre *mkombozi* [sauveur]. Sans lui, nous serons victimes des Banyarwanda.»⁵⁷

Jemsi n'était pas le seul. D'après un membre du commandement de Yakutumba, un autre candidat parlementaire, le Dr Ambatobe Nyongolo, avait demandé la protection de Yakutumba pendant sa campagne.⁵⁸ Anzuluni Bembe, un homme moins fortuné que les autres candidats, ne put guère fournir d'aide financière mais il avalisa la cause de Yakutumba.⁵⁹ Tous ces candidats menaient une campagne anti-Kabila, qualifiant le Président de laquais du Rwanda. D'après certains membres du PARC-FAAL, ainsi que certains agents des services congolais des renseignements, Mulengwa et d'autres dissuadèrent également Yakutumba de s'intégrer dans l'armée.⁶⁰

Le rôle de Mulengwa illustre la popularité dont jouit Yakutumba parmi les organisations Bembé de Kinshasa et la diaspora, qui lui assurent diverses formes de soutien moral, politique et parfois financier.⁶¹ L'un des véhicules utilisés pour organiser ce soutien est la mutualité. Importantes structures basées sur des critères ethniques destinées à la diaspora congolaise vivant dans les pays voisins comme au Burundi, et souvent impliquées dans les campagnes électorales, les mutualités servent aussi à encourager le soutien et à collecter les contributions pour les groupes armés.⁶²

À l'approche des élections, les pressions émanant des éléments politiques radicaux de Kinshasa et de la diaspora convergèrent avec

.....
57 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, Uvira, 12 mars 2013.

58 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, par téléphone, 23 mars 2013.

59 Conseil de sécurité des Nations Unies, ONU S/2011/738, p. 56.

60 Projet Usalama, personnes interrogées n° 605, Uvira, 12 mars 2013, n° 606, Fizi, 15 mars 2013, et n° 602, Baraka, 13 mars 2013.

61 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, par courrier électronique, 31 mars 2013.

62 ADEPAE/Arche d'Alliance/RIO, «Au-delà des 'groupes armés'. Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud-Kivu, RDC)», Life and Peace Institute, Uppsala, 2011, p. 109-11.

les voix extrémistes provenant de l'intérieur du mouvement, où Looba Undji, partisan de la tendance dure, exerçait une influence croissante. Ce phénomène se manifesta à travers une attitude plus agressive envers les Banyamulenge, qui conduisit à une hausse des vols de bétail.⁶³

Vu leur fort attachement à leur bétail—sans parler de la valeur des vaches en tant que marchandise—, l'un des moyens les plus efficaces de causer du tort aux Banyamulenge est de voler leurs animaux. Ces rafles se produisent souvent au moment de la transhumance, période de migration provisoire des vaches vers des pâturages plus riches à la saison sèche. Pendant la transhumance, les vaches piétinent les champs des fermiers, exacerbant les conflits communautaires. À l'approche des élections, les rafles de bétail se multiplièrent: en août 2011, le FAAL vola entre 200 et 400 vaches dans la forêt de Ngandja, tuant deux gardiens de troupeau. En raison du climat tendu qui entourait les élections, l'incident provoqua une agitation significative.

Le 4 octobre 2011, un véhicule de l'organisation humanitaire Eben-Ezer fut pris en embuscade dans le village de Kalungwe, près de la ville de Fizi. Les passagers furent répartis en groupes en fonction de leur origine ethnique, après quoi sept Banyamulenge furent tués, tandis que les personnes d'autres ethnies furent libérées. Des témoins oculaires ont clairement identifié les coupables comme étant des Maï-Maï Yakutumba sous les ordres d'Ebuela Kitongano. D'après les conversations téléphoniques entendues à la sauvette et la manière dont l'opération se déroula, il ne fait aucun doute que l'embuscade avait été préméditée. En outre, ceux qui exécutèrent l'opération étaient sous l'autorité d'autres individus et coordonnaient leurs actions avec eux, ce qui montre bien qu'ils n'agissaient pas de leur propre chef.⁶⁴

.....

63 Entretien confidentiel, Uvira, 14 janvier 2012 ; entretien confidentiel, Baraka, 25 février 2012.

64 Human Rights Watch, «RD Congo: La justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique», 4 octobre 2012; Projet Usalama, personne interrogée n° 607, Fizi, 15 mars 2013.

Cet incident aurait pu avoir pour objectif de galvaniser un soutien électoral envers les sympathisants des rebelles en alimentant l'animosité ethnique; il se peut aussi qu'il ait été dû à des tensions internes au sein du mouvement. Quoi qu'il en soit, le massacre renforça le soutien envers Yakutumba parmi les sympathisants, même si beaucoup d'autres au Fizi désapprouvèrent cet acte. Refusant de croire que Yakutumba se trouvait derrière ces meurtres, ils parlèrent d'un complot visant à noircir son nom, soulignant que le massacre s'était produit à proximité d'une base FARDC. Ainsi, le massacre finit par renforcer le sentiment, partagé par nombre de supporters des Maï-Maï, que la communauté internationale et le gouvernement congolais étaient manipulés par les Banyamulenge. Le commandant des opérations FARDC au Sud-Kivu annonça que l'armée veillerait désormais à mettre un «terme définitif» aux Maï-Maï Yakutumba, ce qui pour eux confirmait que l'incident avait été provoqué pour justifier une répression des rebelles.

Les Maï-Maï Yakutumba sur le point de disparaître? (2012–aujourd'hui)

Le massacre d'Eben-Ezer fut suivi d'une série d'opérations militaires qui affaiblirent le FAAL, le faisant sortir de certains de ses bastions et limitant ses mouvements. Peut-être cela poussa-t-il le PARC-FAAL à entamer une nouvelle série de pourparlers avec le gouvernement, ces négociations menant souvent à une baisse provisoire des pressions militaires.

En mars 2012, les rebelles envoyèrent une délégation s'entretenir avec le gouvernement à Bukavu, mais les négociations s'enlisèrent. Peu après, en avril 2012, une mutinerie éclata parmi des troupes FARDC dans les territoires de Fizi et d'Uvira, précurseur de la rébellion du M23.

Yakutumba profita de cette distraction pour reprendre certaines des positions d'où il avait été repoussé, notamment la péninsule d'Ubwari, le port de Kazimia et les zones minières de Makama et de Talama.⁶⁵ Fait

.....
65 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/348, «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 21 juin 2012, p. 15.

plus étonnant, vu l'antipathie historique du groupe envers le Rwanda, le PARC-FAAL flirta brièvement avec l'idée d'une alliance avec le M23, certaines informations indiquant qu'il aurait rencontré des leaders affiliés au M23 et au gouvernement rwandais.⁶⁶ D'après des membres du PARC-FAAL, ces pourparlers échouèrent en raison de divergences idéologiques et du peu de chances que Yakutumba aurait eu d'exercer une influence sur le mouvement.⁶⁷ Néanmoins, Yakutumba attaqua la ville de Fizi en juin 2012, opération qui, d'après les autorités congolaises, aurait été liée à l'avancée du M23 au Nord-Kivu, mais qui ne connut qu'un succès limité.

Le gouvernement congolais, qui tenait absolument à empêcher le M23 de se faire des alliés, tenta de nouveau d'amadouer Yakutumba fin 2012. Cette fois-ci, les pourparlers eurent plus d'impact que lors des précédentes tentatives. L'une des raisons en est que le retrait des FNL fin 2012 avait affaibli le FAAL sur le plan militaire. Les motifs de ce retrait ne furent jamais entièrement clairs. Certains suggèrent qu'il aurait été provoqué par les pressions dont faisait l'objet Yakutumba pour se distancer de tous les étrangers après le lancement de la rébellion du M23.⁶⁸ En outre, certains de ses officiers, notamment son adjoint Abwe Mapigano, étaient mécontents de l'importance croissante que les FNL revêtaient au sein du mouvement: à un moment donné, un nombre considérable de gardes du corps personnels de Yakutumba étaient des combattants burundais. D'autres suggèrent que les FNL avaient leurs propres raisons de quitter la région et de se rendre dans le Nord, notamment des fractures internes. Quel qu'ait été le motif, fin 2012, Yakutumba avait perdu certains de ses combattants les plus aguerris, même si la

.....

66 Conseil de sécurité des Nations Unies, S/2012/843, «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 15 novembre 2012, p. 24; Projet Usalama, personnes interrogées n° 602, Baraka, 13 mars 2013, et n° 608, Fizi, 15 mars 2013.

67 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, par courrier électronique, 12 avril 2013.

68 Projet Usalama, personnes interrogées n° 608, Fizi, 15 mars 2013, n° 602, Baraka, 12 mars 2013, et n° 606, Fizi, 15 mars 2013.

réapparition de combattants burundais pendant les hostilités de l'année 2013 indique qu'il se pourrait qu'un petit groupe soit resté ou revenu.⁶⁹

L'élément qui contribua encore davantage à faire avancer les pourparlers fut le mécontentement croissant de ses sympathisants. *«La population en a assez de la guerre. Cette fois-ci, Yakutumba est soumis à nombre de pressions de la part de son groupe de partisans qui veut qu'il s'intègre dans l'armée congolaise»*, a suggéré un administrateur local.⁷⁰ En décembre 2012, le groupe commença à suggérer qu'il serait éventuellement prêt à s'intégrer, ce qui fut confirmé lors d'une allocution diffusée à la radio en janvier 2013. *«Le jour où il a décidé de rejoindre un processus d'intégration, c'était comme le Nouvel An ici au Fizi»*, a commenté un activiste de la société civile. *«Les gens sont descendus dans la rue pour faire la fête.»*⁷¹ Les élections étaient terminées et le soutien des élites politiques avait baissé, tandis que le prétexte d'une insurrection Banyamulenge avait également disparu. Pour la population, lasse de la guerre, cela rendit plus attractive la perspective que se termine de manière pacifique le cycle d'insurrections qui entravait le développement économique du territoire de Fizi depuis des décennies.

Le 5 février 2013, Yakutumba commença à envoyer des troupes dans un camp d'intégration à Sebele, à une trentaine de kilomètres au sud de Baraka. Quelque 250 troupes s'y trouvèrent rapidement rassemblées, soit bien plus de la moitié de ce qu'il avait estimé. En juillet 2013, malgré les équipements, et sans doute l'argent, que le gouvernement fournit pour l'aider à regrouper ses troupes, la plupart des hommes de Yakutumba étaient partis assumer des fonctions à Ubwari et dans les zones minières voisines, et l'armée congolaise déclara l'échec du processus. Des fonctionnaires proches des pourparlers suggèrent que Yakutumba cherchait juste un répit dans les pressions militaires et voulait profiter des opportunités financières offertes par les négociations, tandis que Looba Undji

.....
69 Radio Okapi, «Sud-Kivu: Des combats opposent les FARDC aux miliciens Yakutumba à Fizi», 9 août 2013.

70 Projet Usalama, personne interrogée n° 609, Baraka, 13 mars 2013.

71 Projet Usalama, personne interrogée n° 611, Bukavu, 27 juillet 2013.

refusait de s'intégrer tant que le PARC n'avait pas été reconnu parti politique.⁷² Pourtant, le gouvernement ayant continué d'insister sur le fait que l'intégration dans l'armée constituait une condition préalable à l'enregistrement du parti, la situation se retrouva dans la même impasse qu'en 2009.

Yakutumba avait aussi peur pour son avenir personnel. «*Il sait qu'il sera sans doute arrêté s'il se rend*», a déclaré un membre de la société civile qui s'entretient régulièrement avec lui.⁷³ Le massacre d'Eben-Ezer de 2011 était fort préoccupant, de même que les rafles de bétail et ses actes de piratage sur le lac Tanganyika. Il craignait également de perdre les troupes dont il avait besoin pour que l'on se plie à ses lourdes exigences en vue de son intégration: il affirme n'avoir pas moins de 11 000–16 000 troupes, mais en réalité, il en a probablement tout au plus 500. Lorsqu'il lança à la hâte une campagne de recrutement de jeunes combattants pour étoffer ses effectifs début 2013, seules quelques dizaines le rejoignirent— un résultat dérisoire révélateur de la baisse de sa popularité.

Enfin, le sentiment de suspicion de Yakutumba et de Looba à l'égard des Rwandophones persiste, de même que la prévalence des Rwandophones dans l'armée, rendant une intégration encore moins probable. Comme l'a expliqué un officier de l'armée congolaise:

Yakutumba est basé au sud de Baraka, là où se trouve le 1^{er} bataillon du 104^{ème} régiment. Le commandant du bataillon est un Munyamulenge. Son supérieur, le commandant du régiment, est le colonel Kazungu Mupenzi, un autre Munyamulenge.⁷⁴ Son adjoint est Ruturara Jaguar, un Hutu. Le commandant du secteur est le colonel Rutamura Alexi, un autre Munyamulenge. Et puis, bien sûr, le commandant de la région militaire est le

.....
72 Projet Usalama, personne interrogée n° 611, Bukavu, 27 juillet 2013.

73 Projet Usalama, personne interrogée n° 606, Fizi, 15 mars 2013.

74 À noter que le terme «Munyamulenge» est employé ici pour désigner toute personne rwandophone, qu'elle soit du Nord-Kivu ou du Sud-Kivu.

général Patrick Masunzu, un Munyamulenge. Alors vous voyez pourquoi Yakutumba ne veut pas rejoindre l'armée.⁷⁵

Néanmoins, l'armée congolaise continua d'espérer que les divisions internes au sein du leadership de Yakutumba et que les pressions militaires croissantes dont il faisait l'objet le persuaderaient de quitter le maquis. Cependant, ces hypothèses s'avèrent sans fondement. Yakutumba se mit rapidement à profiter de la liberté de mouvement dont il bénéficiait depuis peu—et notamment de la voiture qu'on lui avait donnée pour rassembler ses troupes—pour mobiliser un soutien aux quatre coins du territoire de Fizi, allant même jusqu'à se rendre au Maniema et au Shabunda pour former des alliances avec des groupes armés qui se trouvaient dans ces régions.

Le 8 août, de violents combats opposèrent les FARDC aux forces de Yakutumba à Katanga, Sebele et Malinde (près de Baraka), à l'issue desquels les FARDC déclarèrent qu'elles considéraient désormais Yakutumba comme un ennemi. Quelques jours plus tard, le 13 août, Yakutumba attaqua la ville de Baraka, soi-disant pour libérer 12 Maï-Maï qui avaient été faits prisonniers lors de la précédente attaque. S'il est difficile de déterminer précisément ce qui se produisit alors, il ne fait aucun doute que le processus d'intégration s'était définitivement effondré. Cela démontre une fois de plus les limites d'une stratégie qui cherche à mettre un terme aux activités des groupes armés en se focalisant exclusivement sur leur intégration dans l'armée.

.....
75 Projet Usalama, personne interrogée n° 602, Baraka, 14 mars 2013.

4. Expliquer la persistance de l'insurrection dans le territoire de Fizi

Le fait que le territoire de Fizi a connu des rébellions pendant la majeure partie des 43 ans d'indépendance congolaise est dû à divers facteurs. Le plus manifeste d'entre eux est peut-être l'existence de griefs locaux liés à la résistance de la communauté Bembé envers le gouvernement à Kinshasa et la communauté voisine des Banyamulenge. Un nouveau facteur est venu se greffer depuis la Deuxième Guerre du Congo: les souvenirs de la violence perpétrée lors des rébellions soutenues par le Rwanda dans le territoire de Fizi entre 1996 et 2003. Ces ressentiments persistent encore aujourd'hui en raison de la prévalence des Hutu et Tutsi dans les unités militaires congolaises.

Mais ce ne sont pas ces griefs qui ont provoqué l'apparition des Maï-Maï Yakutumba en 2007. Pour bien comprendre ce phénomène, il faut plutôt se pencher sur une autre strate sociale: les réseaux d'élite au sein de l'armée et de la scène politique. Les Maï-Maï Yakutumba sont devenus le parfait exemple d'une politique de milice qui se situe sans doute au cœur de la violence dans l'est de la RDC: une tendance croissante des élites militaires et politiques de la région à soutenir des rébellions armées pour jouir d'une influence et exercer un effet de levier. Les tentatives d'instauration d'un processus de paix en RDC n'ont guère tenu compte de cet aspect pourtant central de la violence et du pouvoir; elles l'ont même encouragé en permettant à des groupes armés de devenir des instruments clés dans la quête du pouvoir à laquelle se livrent les entrepreneurs politiques et militaires.⁷⁶

Enfin, pour comprendre la longue histoire d'insurrection du territoire de Fizi, il est impératif d'examiner deux facteurs: l'emplacement

.....
⁷⁶ Maria Eriksson Baaz et Judith Verweijen, «The volatility of a half-cooked bouillabaisse. Rebel-military integration and conflict dynamics in eastern DRC», *African Affairs*, 112/449 (2013): 563-82.

stratégique du Fizi, sur les rives du lac Tanganyika, et l'abondance de ses ressources naturelles, ainsi que l'héritage des précédentes rébellions qui, conjugué à une pauvreté extrême, a permis d'alimenter un vivier de recrues et d'officiers chevronnés. Tout comme les anciens rebelles Simba et les maquisards de Hewa Bora ont joué un rôle clé dans la mobilisation lors des guerres de l'AFDL et du RCD, Yakutumba s'appuie sur ceux qui ont servi au sein des Maï-Maï pendant les guerres du Congo et même avant. Cela démontre bien l'échec des efforts de démobilisation.

Des griefs à la base de la société

Il n'existe sans doute aucune autre région de l'est du Congo où les conflits communautaires sont aussi manifestes que dans le territoire de Fizi. L'antipathie entre les communautés Bembé et Banyamulenge est alarmante, et elle repose sur des décennies de conflit. L'origine de ce conflit remonte en partie à des luttes autour du pouvoir local: cela fait fort longtemps que les Banyamulenge réclament un territoire et des chefs coutumiers officiellement reconnus, et l'émergence de Yakutumba fut partiellement imputable à la persistance des groupes armés Banyamulenge dans les Hauts-Plateaux. Le piétinement fréquent des cultures des Bembé par le bétail des Banyamulenge pendant la transhumance ne fait qu'exacerber ces différends.⁷⁷

Les conflits sont nourris par le fait que les Bembé estiment être les habitants originaux du Fizi et qu'ils ont toujours résisté à toute intervention extérieure, que ce soit celle des marchands d'esclaves arabes au XIX^{ème} siècle, les campagnes de Mobutu appuyées par les puissances occidentales dans les années 1960, ou le soi-disant irrédentisme du Rwanda depuis 1996.⁷⁸ Cette manière qu'ils ont de se représenter s'appuie sur des notions idéalisées des Bembé en tant que fiers guerriers. Les habitants et les chefs coutumiers de Ngandja, cœur des Maï-Maï Yakutumba,

77 Stearns et al., *Les Banyamulenge*, p. 24-5 and 49.

78 Vlassenroot, *Sud-Kivu*.

affirment être les Bembé les plus authentiques, et Yakutumba est le porte-drapeau de ces valeurs.

L'absence d'un leadership puissant provenant de Kinshasa et de Bukavu a permis aux luttes de pouvoir de couvrir au Fizi. Il n'y a eu pratiquement aucune réconciliation entre les communautés locales, chaque groupe ayant de plus en plus de préjugés envers l'autre. Les rares travaux de réconciliation ont été menés par des ONG et des églises, mais pas par le gouvernement. Personne n'a eu à répondre devant un tribunal des crimes commis dans cette région lors des différents épisodes de violence qui se succèdent depuis 1990. La Commission Vérité et Réconciliation (2004–6) est restée sans effet.

Il est frappant de constater que ces griefs ont souvent encouragé un soutien envers les mouvements d'insurgés dans les régions du Fizi les plus isolées et les plus pauvres. En effet, dans les années 1960 et 1990, les groupes armés se sont principalement mobilisés dans les secteurs de Ngandja et de Lulenge, où, depuis l'époque coloniale, les églises et les écoles, de même que les plantations et les routes, sont moins nombreuses.

Une politique de milice

Tout comme d'autres milices locales présentes dans l'est du Congo, les Maï-Maï du Fizi ont développé des relations de plus en plus tendues avec leur base sociale locale. Ce ne sont pas les pressions exercées par la base qui ont conduit à la création du groupe en 2007, mais l'échec du processus d'intégration: Dunia, Yakutumba et nombre des commandants Maï-Maï Bembé se sont sentis snobés par la nouvelle armée congolaise. Profitant du contexte démocratique—la défection de Yakutumba se produisit à peine quelques mois après les premières élections multipartites que le pays avait organisées en 35 ans—, le groupe put sceller des alliances avec des politiciens Bembé à Kinshasa, à Bukavu et parmi la diaspora. L'élan initial dont bénéficia le groupe provenait donc des élites militaires et des politiciens, et non pas de la population locale.

Tandis que Yakutumba continue de s'appuyer sur les chefs locaux pour collecter des taxes et recruter, ces chefs collaborent souvent avec

lui parce qu'ils ont peur. En outre, certains éléments semblent indiquer que, bien que les soupçons à l'égard des Kinyarwandaphones au Fizi ne diminuent pas, une grande partie de la population locale trouve que les Maï-Maï représentent désormais davantage un danger qu'une force de protection, l'insécurité causée par les affrontements continus ayant gravement affecté ses moyens de subsistance.

Entre-temps, Yakutumba compte de plus en plus sur des alliés situés à l'extérieur des limites étroites du Fizi. Sa brève alliance avec les FNL burundaises, ses contacts toujours d'actualité avec les FDLR à Ngandja, et ses liens avec les élites Bembé à Kinshasa et à l'étranger sont autant d'éléments qui indiquent que sa principale source de soutien n'est pas la communauté locale—même si elle reste cruciale pour ses opérations. Ces populations éreintées par la guerre et les rares organisations de la société civile des territoires de Fizi et d'Uvira à avoir osé dénoncer les exactions des Maï-Maï seront des alliées primordiales dans les travaux visant à venir à bout des réseaux d'élite.

L'échec de la démobilisation

L'un des meilleurs moyens de prédire où éclatera une nouvelle insurrection dans l'est de la RDC consiste à étudier les mouvements précédents: des groupes armés naissent de nouveaux groupes armés, les commandants pouvant profiter des réseaux d'anciens combattants et renouer des relations avec les contrebandiers, les trafiquants d'armes et les mineurs. Comme l'a dit un chef local: «*Nous, les Bembé, sommes condamnés à une éternelle rébellion.*»⁷⁹

Un facteur clé de la réapparition des rébellions a été la disponibilité des anciens combattants. D'après certaines sources, un pourcentage élevé des combattants et officiers de Yakutumba sont d'anciennes recrues. Le principal programme de démobilisation du pays mené entre 2004 et 2007 a démobilisé plus de 100 000 soldats, mais jusqu'à 30% d'entre eux n'auraient jamais bénéficié d'un régime d'intégration substantiel.

.....
79 Projet Usalama, personne interrogée n° 605, par téléphone, 15 avril 2013.

Même ceux qui ont effectivement reçu des avantages se sont souvent retrouvés au chômage en raison d'un manque chronique d'opportunités économiques ainsi qu'à cause des limites du programme à proprement parler.

Dans l'est de la RDC, l'insurrection est devenue un mode de vie pour des milliers de jeunes hommes—les combattantes étant très rares. Malgré les conditions déplorables dans lesquelles nombre d'entre eux doivent combattre, la vie de soldat offre un rare moyen de parvenir à la mobilité sociale, permettant aux jeunes non seulement de se faire de l'argent rapidement, mais aussi de s'éloigner de chez eux et d'obtenir un poste au gouvernement. Surtout, rejoindre un groupe armé permet aux jeunes gens de lutter contre l'humiliation et la pauvreté qui caractérisent une grande partie de leur vie quotidienne; ils en dégagent un sentiment d'autonomie et une orientation claire.⁸⁰

Le gouvernement congolais s'est pour l'instant montré peu disposé à lancer un nouvel exercice de démobilisation, craignant qu'il ne conduise, par un effet pervers, à la mobilisation de nouveaux groupes. Si cette crainte est fondée au vu des expériences passées, il ne faudrait pas que les derniers groupes armés—dont on estime qu'ils comptaient environ 4 000 combattants avant la crise du M23—n'aient que le choix entre combattre et s'intégrer dans l'armée.⁸¹ Mais vu la manière dont la mobilisation des groupes armés se déroule en général dans la région, l'élan initial provenant souvent des élites militaires ou des politiciens, le risque d'effets contreproductifs concerne essentiellement les commandants et non pas les soldats de bas échelon.

80 Luca Jourdan, «Being at War, Being Young: Violence and Youth in North Kivu», dans *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo* (Éd.: Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers) (Gand: Academia Press Scientific Publishers, 2004), p. 157–76.

81 Projet Usalama, personne interrogée n° 417, Bukavu, 13 mars 2011.

5. Considérations d'ordre politique

Il faudra sans doute attendre plusieurs décennies avant de trouver des solutions aux profonds problèmes qui forment la base des insurrections en RDC, et surtout avant de pouvoir résoudre les problématiques de longue haleine que sont la réconciliation, la consolidation de l'État et le développement. Cependant, il existe d'ores et déjà certains moyens de venir à bout de l'instabilité qui règne dans le territoire de Fizi. Vous trouverez ci-après une brève description des principaux défis et des solutions envisageables.

Promouvoir la réconciliation et la cohésion communautaires

Les efforts de réconciliation entre les communautés Bembé et Banyamulenge doivent de toute urgence être intensifiés. Ils doivent permettre de venir à bout des griefs passés mais aussi de jeter des ponts entre les jeunes générations de chaque groupe. Ils devraient aborder des questions délicates, telles que la responsabilité des violences passées et les conflits relatifs à la transhumance du bétail, et émettre des suggestions en vue de réformes administratives. Il faudra pour cela que le gouvernement de Kinshasa prenne des mesures pour empêcher les politiciens ou les chefs locaux de détourner les pourparlers à leur avantage.

Plusieurs initiatives offrent des moyens nouveaux d'aborder ces défis. Ainsi, l'Accord pour la Paix, la Sécurité et la Coopération (Accord-cadre) que 11 pays de la région ont signé en février 2013 engage la RDC à «promouvoir les objectifs de réconciliation [...], de tolérance et de démocratisation». L'une des mesures qu'envisage actuellement le gouvernement congolais concernant la mise en œuvre de l'Accord-cadre porte sur la consolidation du *barza* communautaire, un forum réunissant les représentants de différentes communautés. Les exemples actuels du *barza* sont toutefois médiocres ou non actifs, et les résultats des efforts passés ont été décevants: ces forums n'ont pas le pouvoir nécessaire pour enquêter sur les crimes passés et les juger, et leurs ressources sont

extrêmement limitées. En outre, nombre des communautés qui y sont représentées manquent de cohésion et la légitimité de leurs délégués laisse souvent fort à désirer. Le gouvernement congolais devrait donc aller au-delà du modèle du *barza* pour établir des plates-formes représentatives et cohésives.

L'autre initiative qui pourrait faire progresser la réconciliation est la révision de la Stratégie de stabilisation (ISSSS) que les bailleurs de fonds et le gouvernement congolais sont en train d'élaborer. Cette version révisée réclame l'instauration d'un dialogue démocratique au niveau local. Le renforcement d'initiatives telles que les CCI (Cadres de concertation intercommunautaire), actifs au Fizi, afin d'en faire de larges plates-formes à laquelle participent des représentants modérés des autorités locales et des politiciens nationaux, pourrait offrir une voie intéressante, surtout s'il est appuyé par des projets de développement propices à l'interdépendance sociale et économique.

Les programmes de réconciliation devraient enfin tenir compte des lacunes du Programme de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est du Congo (STAREC) de Kinshasa et du premier programme ISSSS, auxquels le gouvernement congolais n'a pas suffisamment adhéré, et qui ont aussi souffert d'une faible coordination entre bailleurs de fonds et d'une participation minime des communautés et de la société civile affectées.

Démilitariser la politique

À ce jour, aucun politicien congolais n'a jamais été arrêté pour avoir soutenu un groupe armé. Or, les réseaux de l'élite politique sont un facteur crucial de l'appui dont bénéficient les Maï-Maï Yakutumba. Pour venir à bout de ces réseaux, il pourrait s'agir dans un premier temps de charger le système juridique militaire et civil congolais d'enquêter sur le soutien que les politiciens congolais accordent à Yakutumba. Toute une série de preuves ont été récoltées qui permettraient de monter des dossiers pour poursuivre en justice les personnalités clés impliquées. L'impunité devrait être traitée avec la même priorité que les dossiers relatifs aux atteintes aux droits de l'homme, notamment le recrutement d'enfants soldats, qui sont les symptômes, plutôt que les causes

profondes, de la mobilisation armée. Le traitement de quelques dossiers ciblés et bien étayés pourrait avoir un fort impact. Les bailleurs de fonds devraient aussi fournir soutien et protection aux ONG et aux journalistes d'investigation locaux qui rendent compte du rôle des politiciens et des hommes d'affaires dans le soutien des groupes armés.

Enfin, des efforts supplémentaires devraient permettre d'exposer le recours aux discours xénophobes et discriminatoires lors des campagnes électorales et de responsabiliser les acteurs politiques qui emploient des propos haineux. Cela vaut d'autant plus dans le contexte des élections locales qui pourraient être prochainement organisées, et qui sont susceptibles de déclencher une nouvelle vague de mobilisation basée sur l'identité ethnique. Les bailleurs de fonds qui soutiennent les processus de démocratisation devraient aussi s'engager à en réduire les effets négatifs.

Veiller à une démobilisation durable

Le grand nombre de combattants qui ont été mal démobilisés constitue un obstacle gigantesque aux efforts visant à améliorer la sécurité et à démilitariser la région. En vertu de son nouveau mandat, la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) est chargée d'aider le gouvernement congolais à concevoir une stratégie unique et globale de démobilisation. Des pourparlers sont en cours concernant le financement de la réintégration dans la société de 4 000 soldats provenant de groupes armés. Cette proposition qui, au moment de la rédaction des présentes, n'avait pas été finalisée, reposerait notamment sur la mise en place d'un système consistant à contrôler les responsables de graves atteintes aux droits de l'homme, ainsi que de régimes de démobilisation spéciaux destinés aux commandants supérieurs des groupes armés.

D'autres aspects doivent également être pris en compte. La démobilisation est en effet un processus de longue haleine qui dépend en partie de la reconfiguration des réseaux sociaux et des identités, en exigeant un suivi poussé de la part des autorités locales et une participation étroite des communautés locales. Les programmes de DDR doivent veiller à ce

que les combattants démobilisés trouvent des sources de revenus alternatives et soient acceptés dans la vie civile. Ils doivent aussi se pencher simultanément sur tous les groupes armés étant donné que la mobilisation se produit en réaction à l'insécurité. Enfin, les nouveaux programmes devront être subordonnés à la mise en œuvre d'une stratégie politique et militaire globale à l'attention des groupes armés. Tant qu'aucune date-limite n'aura été fixée pour la démobilisation et que les récidivistes ne s'exposeront à aucune sanction, ces programmes ne feront que procurer de nouvelles incitations à la mobilisation.

Annexe 1: Les «sept erreurs de la révolution Simba» d'après Laurent-Désiré Kabila

Les «sept erreurs» suivantes ont été identifiées par Laurent-Désiré Kabila en décembre 1967:⁸²

PREMIÈRE ERREUR: Nous n'avons reçu aucune éducation politique adéquate pendant la Première révolution.

DEUXIÈME ERREUR: Ne sachant pas que nous devons d'abord avoir confiance en nos propres forces, nous nous sommes appuyés sur un soutien et des conseils externes.

TROISIÈME ERREUR: Nous avons commencé une guerre dénuée de sens et d'objectifs clairs, sans savoir ni comprendre ce pour quoi nous nous battions ou qui était notre véritable ennemi. Nous nous sommes dépêchés d'occuper les grandes villes de différents territoires et d'attaquer les citoyens, en oubliant d'occuper d'abord les petits villages et de collaborer avec les fermiers et les ouvriers, pour faire progresser la révolution.

QUATRIÈME ERREUR: Nous avons mené une guerre tribale et sectaire, c'est-à-dire chacun pour soi et chacun sa propre communauté et son propre territoire (une guerre d'ethnicité et de fractions).

CINQUIÈME ERREUR: À cause d'un manque de discipline, d'esprit de corps et de compréhension mutuelle, nous nous sommes disputé le pouvoir et l'honneur personnel. Chaque homme voulait régner et obtenir des postes pour lui et ses amis.

SIXIÈME ERREUR: Nous n'avons pas réussi à parvenir à une entente et un accord mutuels entre les combattants et les masses.

SEPTIÈME ERREUR: Nous avons mené une guerre alors que nous n'avions pas de Parti révolutionnaire.

.....

82 Wilungula, *Fizi, 1967-1986*, 1997, p. 47-8.

Annexe 2: Brigades FARDC ex-Mai-Mai dirigées par des Bembé avant le brassage (2005)

NOM	COMMANDANT	QUARTIER GÉNÉRAL
115 ^{ème} brigade	Colonel Godefroid Ngomanya	Kilembwe (secteur Lulenge, Fizi)
117 ^{ème} brigade	Colonel Rashid Mayele	Swima (secteur Tanganyika, Fizi)
118 ^{ème} brigade	Colonel Ngufu Jumaine	Baraka (secteur Mutambala, Fizi)
107 ^{ème} brigade	Colonel Georges Alunda Maukya	Kamituga (territoire de Mwenga)

Annexe 3: Groupes Mai-Mai du Fizi et d'Itombwe apparus après la transition (2006–8)

NOM ET GROUPE ETHNIQUE	POSTE PRÉCÉDENT	LIEU
Amuri Yakutumba (Bembé)	Commandant de bataillon 118 ^{ème} brigade du colonel Ngufu	Fizi Centre
Mulumba (Nyindu)	Sous-lieutenant 115 ^{ème} brigade du colonel Ngomanya	Kasolero (secteur Lulenge du Fizi)
Assani Ngungu Ntamushobora (Fuliiru)	(non connu)	Milimba (Fizi)
Aoci Behekelwa (Bembé)	Commandant de compagnie 107 ^{ème} brigade du colonel Alunda (succédant à Itachanga en 2008)	Mbandakila / Basimunyaka Nord (Itombwe, Mwenga)
Kapopo Alunda (Bembé)	Commandant de bataillon 107 ^{ème} brigade de son père, le colonel Alunda	(Itombwe, Mwenga) Lubumba

Glossaire des acronymes, termes et expressions

AFDL	Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre
Barza communautaire	Forum communautaire pour le dialogue
Brassage	Intégration des milices dans l'armée congolaise
Candidats malheureux	Candidats qui ont perdu les élections
CCI	Cadres de concertation intercommunautaire
Chef de localité	Chefferie coutumière locale
CNDD-FDD	Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces pour la défense de la démocratie
CNDP	Congrès national pour la défense du peuple
CNL	Conseil national de libération
CNS	Conférence nationale souveraine
Dawa	Médicament (swahili); amulette ou potion magique utilisée par les milices locales pour se préserver du mal
Emo 'ya m'mbondo	Groupe communautaire Bembé
FAAL	Forces armées alléluia
FAC	Forces armées congolaises
FAP	Forces armées populaires (aile armée du maquis de Kabila) ou Forces d'autodéfense populaire (organisation de coordination Maï-Maï pendant la Deuxième Guerre du Congo)
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
FNL	Forces nationales de libération
FPR	Front patriotique rwandais
FRF	Forces républicaines fédéralistes
Groupement	Secteur administratif
Hauts-Plateaux	Territoire habité majoritairement par des Banyamulenge
Indigènes	Population autochtone d'origine de l'est de la RDC; un terme à fortes connotations politiques

ISSSS	Stratégie internationale de soutien à la sécurité et la stabilisation (<i>International Security and Stabilization Support Strategy</i>), également connue sous le nom d'I4S
Maï-Maï	Milices d'autodéfense communautaires; du mot «maji», qui signifie «eau» en kiswahili)
Maquis	Lieu situé en brousse, et mouvement qui y est basé
MNC	Mouvement national congolais
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC
MP	Majorité présidentielle
Muléliste	Partisan de Pierre Mulele, rebelle congolais dans les années 1960
Mutualité	Organisation d'entraide
PARC	Parti pour l'action et la reconstruction du Congo
PARECO	Coalition des patriotes résistants congolais
PRM	Patriotes résistants Maï-Maï
PRP	Parti de la révolution populaire
RCD	Rassemblement congolais pour la démocratie
Simba	Lion en swahili)
SOE	Secteur opérationnel est
STAREC	Programme de Stabilisation et de Reconstruction de l'Est du Congo
Territoire	Entité administrative située entre la collectivité et le district
Transhumance	Migration provisoire du bétail à la saison sèche
Umoja Wetu	Notre Unité
UNEBAFI	Union économique des Babembe de Fizi

Bibliographie

- ADEPAE/Arche d'Alliance/RIO. «Au-delà des 'groupes armés'. Conflits locaux et connexions sous-régionales. L'exemple de Fizi et Uvira (Sud Kivu, RDC)». Life and Peace Institute, Uppsala, 2011.
- Assanda Mwenebatu, Joseph. «Déclaration des Maï-Maï de Fizi à la Conférence Nationale sur la Paix, la Sécurité et le Développement dans les Provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu tenue à Goma en janvier 2008». Non publiée, janvier 2008. (http://www.pole-institute.org/brouillons/Conf%Egrence%2ode%2opaix/declaRATION_MAIMAI_FIZI%5B1%5D.pdf)
- Cosma, Wilungula B. *Fizi 1967–1986: Le maquis Kabila*. Bruxelles: Institut africain CEDAF, 1997.
- Chrétien, Jean-Pierre. *L'Afrique des Grands Lacs. Deux mille ans d'histoire*. Paris: Aubier, 2000.
- Eltringham, Nigel. «"Invaders who have stolen the country": The Hamitic Hypothesis, Race and the Rwandan Genocide». *Social Identities* 12/4 (2006): 425–46.
- Eriksson Baaz, Maria et Verweijen, Judith, «The volatility of a half-cooked bouillabaisse. Rebel-military integration and conflict dynamics in eastern DRC». *African Affairs*, 112/449 (2013): 563–82.
- Guevara, Ernesto «Che». *Congo Diary: Episodes of the Revolutionary War in the Congo*. North Melbourne: Ocean Press, 2011.
- Human Rights Watch. «RD Congo: La justice se fait toujours attendre un an après une attaque à caractère ethnique», 4 October 2012. (<http://www.hrw.org/fr/news/2012/10/04/rd-congo-la-justice-se-fait-toujours-attendre-un-apr-s-une-attaque-caract-re-ethniqu>)
- Dialogue intercongolais. *Accord global et inclusif sur la transition en République démocratique du Congo*. Pretoria, 16 décembre 2002. (<http://www.ucdp.uu.se/gpdatabase/peace/DRC%2020021216.pdf>)
- Jourdan, Luca. «Being at War, Being Young: Violence and Youth in North Kivu'. Dans *Conflict and Social Transformation in Eastern DR Congo*. Éd.: Koen Vlassenroot et Timothy Raeymaekers. Gandt: Academia Press Scientific Publishers, 2004: 157–76.

- Radio Okapi, «Sud-Kivu: Des combats opposent les FARDC aux miliciens Yakutumba à Fizi», 9 août 2013. (<http://radiookapi.net/actualite/2013/08/09/sud-kivu-des-combats-opposent-les-fardc-aux-miliciens-yakutumba-fizi/>)
- Stearns, Jason et al., *Les Banyamulenge: Insurrection et exclusion dans les montagnes du Sud-Kivu*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- . *Du CNDP au M23: Évolution d'un mouvement armé dans l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2012.
- Tull, Denis. «The Reconfiguration of Political Order in Africa: A Case Study of North Kivu (DR Congo)». Institut für Afrika-Kunde, Hambourg, 2005.
- Agence des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). *Rapport mondial 2010*. (<http://www.unhcr.org/gr10/#/home>)
- Bureau du Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies (HCDH). «République démocratique du Congo, 1993–2003. Rapport du Projet Mapping concernant les violations les plus graves des droits de l'homme et du droit international commises entre mars 1993 et juin 2003 sur le territoire de la République démocratique du Congo», août 2010. (<http://www.ohchr.org/en/countries/africaregion/Pages/rdcProjetmapping.aspx>)
- Conseil de sécurité des Nations Unies. S/2010/252, «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 25 mai 2010. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2010/252)
- . S/2011/738. «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 2 décembre 2011. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2011/738)
- . S/2012/84. «Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 15 novembre 2012. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/843)
- . S/2012/348. «Rapport intérimaire du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo», 21 juin 2012. (http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2012/348)
- Verhaegen, Benoît. *Rébellions au Congo: Tome 1*. Bruxelles/Léopoldville: CRISP, IRES et INEP, 1966.

- Vlassenroot, Koen. «Citizenship, Identity Formation & Conflict in South Kivu: The Case of the Banyamulenge». *Review of African Political Economy* 29/93-4: 499-515.
- . *Sud-Kivu: Informations de fond sur le conflit au Sud-Kivu, province de l'est du Congo*. Londres: Institut de la Vallée du Rift, 2013.
- . «Violence et constitution de milices dans l'est du Congo: le cas des mai-mayi». *L'Afrique des Grands Lacs, Annuaire 2001-2002* (2002): 115-52.
- et Van Acker, Franck. «War as exit from exclusion? The formation of Mayi-Mayi militias in Eastern Congo». *Afrika Focus* 17/1-2 (2001): 51-77.
- Willame, Jean-Claude. *Banyarwanda et Banyamulenge: Violences ethniques et gestion de l'identitaire au Kivu*. Bruxelles/Paris: L'Institut Africain/CEDAF et L'Harmattan, 1997.

**LE PROJET USALAMA EST DE GRANDE VALEUR
POUR NOUS AU CONGO ET POUR LA COMMUNAUTÉ
INTERNATIONALE – TOUS CEUX QUI SONT SOUCIEUX
DE CONTRIBUER À LA NORMALISATION DANS LA
VIE DES CITOYENS DE CE PAYS. LA PLUS GRANDE
LEÇON À TIRER DES RAPPORTS USALAMA EST QUE
NOUS DEVONS APPRENDRE DE L'HISTOIRE: CEUX QUI
IGNORENT LEUR PROPRE HISTOIRE SONT OBLIGÉS
D'EN RÉPÉTER LES ERREURS.**

**— KIZITO MUSHIZI, UNC, DÉPUTÉ PROVINCIAL
POUR BUKAVU**



Catholic University of Bukavu



OPEN SQUARE PROJECT

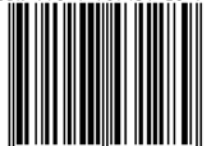


HUMANITY
UNITED



Rift Valley Institute
Taasisi ya Bonde Kuu
معهد الأخوة والعظيم
Machadha Bwaxada Rift
የቦንድ ክቡር ስራ ቤት
Instituto do Vale do Rift
东非大裂谷研究院
Institut de la Vallée du Rift

ISBN 978-1-907431-28-9



9 781907 431289 >